

Stenographisches Bulletin der Bundesversammlung

Bulletin sténographique de l'Assemblée fédérale

Winter-Session — 1937 — Session d'hiver

11. Tagung der 30. Amtsdauer — 11^{me} session de la 30^e législature

Bezugspreis: In der Schweiz jährlich 12 Fr., die Postgebühr eingerechnet, im übrigen Postvereinsgebiet 16 Fr. Bezug ausschliesslich durch die Expedition Verbandsdruckerei A.-G. Bern.

Abonnements: Un an: Suisse, 12 frs., port compris. Union postale, 16 frs.

On s'abonne exclusivement auprès de l'Imprimerie fédérative S. A., à Berne, qui est chargée de l'expédition.

Nachmittagssitzung vom 6. Dez. 1937.
Séance du 6 décembre 1937, après-midi.

Vorsitz — Présidence: Hr. Hauser.

3553. Rätoromanische Sprache. Verfassungsänderung. Langue romanche. Revision constitutionnelle.

Botschaft und Beschlussentwurf vom 1. Juni 1937 (Bundesblatt II, 1). — Message et projet d'arrêté du 1^{er} juin 1937 (Feuille fédérale II, 1).

Antrag der Kommission.

Eintreten und Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Proposition de la commission.

Passer à la discussion des articles et adhérer au projet du Conseil fédéral.

Berichterstattung. — *Rapports généraux.*

M. Krügel, rapporteur: C'est pour nous une grande satisfaction que de vous entretenir aujourd'hui de la reconnaissance de la langue romanche comme quatrième langue nationale.

Ce sujet, qui traite du patrimoine du pays, nous repose pour quelques instants des graves préoccupations économiques et financières de l'heure. Abandonnant le lait, le blé, l'alcool, les impôts et la monnaie, nous allons nous prononcer quant à cette pittoresque langue romanche.

Le message du Conseil fédéral est plus particulièrement l'œuvre du chef du département de l'intérieur.

Cette étude essentiellement réaliste est avant tout un recueil de faits. Elle résume l'histoire du

mouvement et des événements, approfondit le côté juridique de la question qui nous est posée, le tout appuyé sur des documents officiels et des analyses précises d'hommes compétents.

Ce message est un traité d'initiation fort instructif, très intéressant. Je saisis l'occasion pour en remercier ici chaleureusement l'auteur.

Donnant suite aux vœux multipliés autour de vous, accorderez-vous la reconnaissance légale qu'on vous demande? Le rhéto-romanche sera-t-il désormais dans la loi ce qu'il est par les faits: notre quatrième langue nationale? L'amitié confraternelle qui nous lie aux pays grisonnais fait immédiatement, de la cause grisonne, une cause nationale.

Population ardente, généreuse, suisse de cœur, suisse dans les traditions, par l'attachement qu'elle voue à sa terre, à son patrimoine spirituel, elle dépose une preuve nouvelle de son attachement dans l'objet même de cette démarche.

Graves et nobles sentiments! Je ne voulais pas les oublier, quoique je sache que la raison seule est juge! C'est aussi à la raison que je m'adresse en vous invitant au seul examen de la langue rhéto-romanche.

Mais, avant tout, il faut détruire l'idée trop superficielle qu'on s'est faite et que des esprits trop rapidement informés ont généralement répandue — qu'il soit dit une toute bonne fois: Non! le rhéto-romanche n'est pas ce patois abâtardi qu'on veut croire, ce fruit dégénéré, vague compromis entre l'allemand et l'italien.

La proximité des frontières italiennes et germaniques excuse peut-être une opinion si facile, mais ne la justifie pas; un regard attentif la condamne.

Le romanche fait partie du groupe des langues néo-latines au même titre que l'italien. Romanche et italien issus en effet du latin de l'empire romain, ont évolué parallèlement, mais sur des voies particulières et sous des influences diverses. Il en est de même pour le portugais et l'espagnol, pour le roumain, pour le français.

Nous voulons aussi, au début de cet exposé, détruire cette légende de l'irrédentisme que certains esprits, en quête de sujets belliqueux et d'aventure, soulèvent à l'occasion. Il est aussi faux d'écrire, de dire et de croire qu'il est question pour le romanche de reconquérir les contrées de jadis où l'allemand domine aujourd'hui!

Ces théories sont un non-sens, elles ne résistent pas au plus sommaire examen; ce n'est pas être Suisse que de les avancer et de les soutenir. Nous ne pouvons placer la question sur leur terrain, car il serait absurde, d'un côté de reconnaître le romanche et parallèlement de lutter contre l'allemand et l'italien.

Nous ne connaissons pas chez nous la lutte et la guerre des langues, comme nous n'avons pas non plus de politique des minorités. Notre petit pays conserve sa nature, son histoire, son particularisme régional, ses coutumes; en reconnaissant et protégeant le romanche, nous ne faisons que suivre et perpétuer la tradition.

C'est une nouvelle conquête, un nouvel enrichissement qui lie toujours davantage les enfants d'une même patrie, dont le prestige ne peut qu'augmenter et forcer toujours plus le respect et l'admiration des autres nations. Car, Messieurs, n'oublions pas que cet enrichissement intellectuel, cette nouvelle parure spirituelle est aussi un instrument indispensable de la défense nationale.

En reconnaissant le rhéto-romanche comme quatrième langue nationale, vous répondez par un tir direct et précis aux attaques toujours plus violentes de ceux qui souhaitent et travaillent à notre désunion et qui sait? ... à la modification de nos frontières.

Cette langue comporte assez de maîtresses qualités; ses innombrables caractères originaux sont là pour la distinguer et la défendre.

Ceux qui se sont adonnés, avec la ferveur et l'intérêt qu'elles suscitaient, à quelques recherches historiques dans ces longues et splendides vallées grisonnes, ont établi qu'ils y découvraient les origines certaines de sa population.

Aussi n'est-ce plus une témérité que d'affirmer sa parenté incontestable avec les Etrusques, dont une tribu débusquée par l'invasion s'est réfugiée dans les cirques de montagnes, où dès lors se sont succédé les générations.

Ces réfugiés d'antan ont apporté les goûts et les dispositions artistiques des Romains qui se retrouvent encore aujourd'hui si bien marqués dans l'arc romain des constructions rhéto-romanches.

Séparé des autres latins par des frontières naturelles inexpugnables, le latin s'y altéra beaucoup plus tôt et la langue eut vite atteint au romanche proprement dit.

Les hautes vallées grisonnes posées de biais entre l'Italie et l'Autriche ouvraient aux relations la route la plus naturelle, la plus commode, la plus rapide; les événements, les guerres, les querelles, les amitiés, le commerce, la rencontre de deux cultures devaient fatalement apporter leurs influences et se faire particulièrement sentir dans le langage, grâce aux mélanges réciproques.

Qu'une langue dépende des mœurs, des caractères, des faits, des circonstances, soit; mais elle dépend aussi pour beaucoup de sa géographie.

Qu'est-ce donc que le romanche aujourd'hui? Une langue évoluée, répondant aux nécessités modernes,

riche et cohérente, obéissant à des lois régulières. Cherchons, fouillons d'anciens documents. Donnons-nous la peine de le suivre, siècle après siècle, ce peuple isolé, attentif à sa propre perfection, débrouillant ses idées, exerçant son entendement. Sous une telle ardeur d'activité, sa langue a pris une assise plus ferme, moins vouée aux vicissitudes que les autres langues subissent actuellement.

Consultez-la! — vous la découvrirez aussi définitive qu'une autre langue, mais vous la trouverez surtout extraordinaire de vie et vous saisirez dans sa plénitude l'importance de votre décision.

Voyez encore comme elle est défendue: une syntaxe éprouvée où l'on chercherait en vain des lacunes et des oublis. Dictionnaires, grammaires, manuels, lexiques, vocabulaires, bibles et journaux de toutes les époques, dressent un important témoignage de fécondité. Une langue ainsi étayée de tant d'œuvres écrites ne se ravale pas au rang de simple patois. Le propre d'un patois est de ne reposer sur aucune règle, mais sur des habitudes souvent très vieilles, toujours vacillantes, sur des conventions imprécises; le patois est une altération, c'est une conception.

Ici encore, dans le romanche, d'excellents et vibrants poètes, des écrivains notoires ont joint leurs œuvres au vaste trésor de cette langue. Les beautés naturelles du pays, les beautés intimes du foyer, la majesté rude de leurs contrées échappaient dans leur essence même aux langues étrangères. Seules dans la langue du pays, elles devaient trouver l'écho frémissant de leurs voix, les reflets multicolores de leurs charmes. Seuls, à cet écho familier, les esprits du pays se sentaient la force de se mieux recueillir et de descendre profondément en eux-mêmes. Que voulez-vous! c'est la langue du pays, le langage né du sol, c'est la pensée formulée, c'est le fond même de la vie d'un peuple. On ne supprime pas la langue par des décrets — voudrait-on la supprimer — on ne peut la comprimer par des mesures de police. On peut la mutiler, certes, on ne peut l'abattre. L'histoire inflige des démentis cruels à ceux qui par la force, la menace et la terreur — follement audacieux — tentent d'étouffer les mots et le parler d'un terroir. La nature et les siècles seuls peuvent user et replonger lentement dans l'oubli ce qu'ils ont lentement édifié.

La langue, elle est dans le sang, le cœur et l'âme de ses habitants; elle les a précédés dans les générations passées, elle va leur survivre dans les générations qui se lèvent.

Songez, Messieurs, combien votre décision touche au bien le plus intime, le plus profond des Grisonnais! Le passé, le présent, les luttes, les souffrances qui ont élargi leur âme comme la nôtre, tout ce patrimoine mérite-t-il qu'on l'ignore, qu'on l'abandonne et qu'il meure? C'est à nous de l'affirmer présentement! C'est à nous qu'on demande des garanties spirituelles qui ne peuvent que nous aider à vaincre les difficultés matérielles.

Les Romanches possèdent leur langue jusque dans leurs moelles. Elle encourage, elle console, elle entraîne à l'action, elle anime le pays, elle règle. Voici des siècles, tous les rapports quotidiens, préside à la marche florissante d'une civilisation par-

tielière qui, dans le cadre des institutions confédérales, est un fleuron dont nous pouvons être fiers.

Ne nous y trompons pas: c'est dans les mots d'abord qu'un pays trace son empreinte la plus vraie, son caractère durable et profond. La langue est le grand secret d'un pays, un poème très simple qui s'éclaire par le dedans. Les mots sont les fils naturels du climat, du ciel, de la contrée. Ils portent dans leur course ailée, leurs rencontres heureuses, le bruissement de ses rivières, le mystère tumultueux de ses cascades. Les mots, ils s'arrêtent au bord des lacs immobiles, surprennent quelque chanson subtile dans les roseaux de la rive; ils s'arrêtent au bord de la nuit dans le silence profond et très vaste des montagnes, reviennent, s'échappent s'enrichissent, en chemin d'une vie nouvelle et se livrent à mille jeux étincelants.

Et puis, ils s'offrent complaisamment, passent de bouche en bouche le soir autour du feu; ils créent les amitiés et les fortifient... Que ne font-ils pas? — présents encore dans nos solitudes, présents dans nos rêves, présents dans les réalités heureuses ou extrêmes, ne sont-ils pas les anneaux vibrants des pensées qui enchaînent le monde?

En ces mêmes mots, l'exilé trouvera intacts au fond de sa mémoire, les sentiers de sa patrie, les clochers dont en hiver l'harmonie des cloches se perd sans écho dans les neiges.

En ces mêmes mots les saisons passent; l'été revenu, les gens s'affairent en liant les gerbes de leurs moissons. Le poète sourit, pense qu'il récolte toute l'année et met les rubans bleus aux pages où ces mêmes mots se serrent et s'ordonnent...

A l'aurore de notre vie, ces mêmes mots nous accueillent sur la terre et ce sont ces mêmes mots encore, dans leur étoffe sombre et constellée, qui au soir de l'existence, conserveront de nous un tiède souvenir terrestre.

Quel miracle que le langage d'un peuple! La cause romanche est là. Une telle cause n'est pas près de sombrer quand elle est soutenue par une ardente foi, un sentiment séculaire, un dévouement inspiré.

Nous ne voudrions surtout pas conférer à la langue qui nous occupe d'autres prérogatives que celles qu'elle doit à sa maturité. Elles suffisent amplement à son entière justification et répondent aux exigences les plus pointilleuses.

Qu'on veuille nous excuser donc, si, la découvrant, l'étudiant quelque peu, nous nous sommes surpris à l'aimer. N'est-ce pas ainsi mieux comprendre le problème, mieux saisir le pouvoir de cette langue romanche. Elle a conditionné tout le mouvement intellectuel du pays et nous savons assez combien d'artistes originaux et émérites, combien d'élites distribuent leurs dons, honoreront demain comme elles les illustrent aujourd'hui nos vallées grisonnes si généreuses à nourrir les talents.

On doit en toute conscience conclure au plus large épanouissement intellectuel, favorisé, entraîné par ce rhéto-romanche, cette langue riche et solide qui complète la valeur sociale et morale de l'individu.

Et maintenant, Messieurs, quels motifs donc, plutôt quelles préventions sauraient vous faire reculer au moment de la reconnaître légalement.

Je vous avoue que je n'en vois aucun valable. Si les uns pouvaient prétendre que le romanche

n'est pas un langage académique et châtié, nous pourrions répondre avec Montaigne: «Le parler que j'aime, c'est un parler simple et naïf, tel sur le papier qu'à la bouche; un parler succulent et nerveux non pas tant délicat et peigné».

Lorsque Mistral voulut chanter sa Provence ensoleillée, il le fit dans le langage de Provence. Et si par la traduction nous présentons le poète, c'est toujours à travers un voile. Ce n'est que dans la langue originale que nous toucherons à sa vraie grandeur. Mistral né romanche eût sans doute créé une Mireille différente, mais il eût écrit son œuvre en romanche.

D'autres pourraient avoir quelques scrupules au sujet de l'augmentation des frais et travaux supplémentaires de chancellerie, des complications de publication et de traduction comme aussi d'harmoniser et de satisfaire les idiomes rhéto-romanches.

Nous devons reconnaître que le peuple et le gouvernement des Grisons demeurent très raisonnables dans leurs revendications. Ils ne font pas de la reconnaissance du romanche une affaire, ils s'élèvent au-dessus des contingences matérielles. Ils ne réclament aucun changement dans la composition, la répartition linguistique des institutions de la Confédération ou du Tribunal fédéral. Ils demandent un appui moral avant tout et leurs revendications matérielles s'arrêtent aux subsides fixés par voie budgétaire, secours proportionnés et nécessaires pour seconder leurs persévérants efforts.

Quant aux craintes de certaines difficultés de traduction, soit en ladin ou en romanche, il est facile de les apaiser. La constitution des Grisons reconnaît le romanche comme langue officielle et le gouvernement de ce canton a toute l'expérience suffisante, pour transmettre à ses administrés les lois et messages que la Confédération jugera utile de faire traduire dans la quatrième langue nationale.

Messieurs, nous vivons aujourd'hui une date historique: c'est un événement national.

Nos cantons tous différents vivent leur existence particulière; ils ont tous leur personnalité, leur originalité et tel un bouquet de fleurs variées attaché par un ruban; nos cantons si divers sont unis par le lien confédéral; ils sont solidaires. Cette solidarité est pour nous une chère habitude de servir, de défendre le pays et ce que nous appelons nos libertés.

Un grand pays unifie tout; le nôtre au contraire protège toutes les libertés particulières sans lesquelles tant de tempéraments divers ne pourraient s'affirmer, tant d'initiatives originales ne pourraient éclore. Constant équilibre des devoirs et des droits, qui fait qu'en dépit des apparences morcelées, la Suisse soutient l'admirable paradoxe d'être le pays le plus légitimement composé, mais le plus exempt de divisions intérieures.

En 1937, telle que toujours, alors que les théories racistes sont l'objet d'un véritable fanatisme, la Suisse offre visiblement à l'Europe le spectacle d'une bien autre vérité. Ce n'est pas de parler une même langue, d'appartenir à une race déterminée qui constitue une nation, mais c'est d'avoir accompli en commun de grandes choses dans le passé et c'est encore vouloir en accomplir de glorieuses dans l'avenir.

Aussi, Messieurs, je ne doute pas d'un vote affirmatif unanime comme celui du Grand Conseil des Grisons, comme celui de votre commission tout entière, quant à fixer en droit le vœu légitime de nos Confédérés des Liges. Non pas un vote indifférent, mais donné avec enthousiasme et en nombre; il faut, Messieurs, que le vote du parlement soit un exemple, le prélude de celui que le peuple est appelé à manifester; il faut qu'il soit vibrant, fraternel et généreux.

Votre affirmation répondra à cette haute compréhension des choses, des nécessités de l'heure qui vous honore en telles circonstances; votre affirmation continuera la saine tradition politique qui a réalisé la force de ce peuple dans son unité.

Votre oui va dans un instant se prolonger jusqu'aux confins extrêmes des vallées grisonnes. Émergeant des influences étrangères qui les entourent et les assiégent, elles déploient l'image de la confiance et de la fidélité. Bientôt la reconnaissance du romanche comme quatrième langue nationale va les éclairer d'une nouvelle lumière dont l'éclat rayonne déjà aux plis des bannières de nos 22 cantons.

Meyer-Zug, Berichterstatter: Die nationalrätliche Kommission hat den Bundesbeschluss über die Revision der Bundesverfassung betreffend Anerkennung der rätoromanischen Sprache als Nationalsprache beraten und dem Vorschlag des Bundesrates einstimmig zugestimmt. Ich will nun versuchen, den Standpunkt der Kommission in aller Kürze und im Sinn und Geist der bundesrätlichen Botschaft zu begründen.

Mit dem verstorbenen Staatsrechtslehrer Prof. Dr. Fleiner darf ich wohl sagen, dass in keinem andern Staate Europas auf so kleinem Raume so viele Gegensätze vereinigt und zu einer Volksgemeinschaft zusammengefasst sind wie das in der Schweiz tatsächlich und glücklich der Fall ist. Und dennoch ist die Schweiz ein selbständiger Staat, der allerdings nicht auf einem durch Rasse, Konfession und Sprache bestimmten Volkstum, sondern auf einem in geschichtlicher Schicksalsgemeinschaft entstandenen Willen und daher auf einer besonderen politischen Kultur schweizerischer Eigenart beruht.

Das Merkmal der Zugehörigkeit des Schweizers zu einem ganz bestimmten Flecken heimatlicher Erde ist sein Dialekt. Er ist seine Umgangssprache in der Familie und im Privatverkehr, während als Amtssprache und Schriftsprache in der deutschen, französischen und italienischen Schweiz die Hauptsprachen Deutschlands, Frankreichs und Italiens anerkannt sind: es ist das Hochdeutsch oder Schriftdeutsch; das Pariser Französisch und das toskanische Italienisch. Die Tatsache, dass in der Schweiz jedes ihrer Sprachgebiete in dem grossen Strome seiner angestammten Kultur geblieben ist, hat die deutsche, französische und italienische Schweiz vor ihrer geistigen Isolierung bewahrt und die Mitarbeit an der Weiterbildung der drei grossen Kulturen ermöglicht, deren geistige Ergebnisse für das gesamte Leben der Schweiz von ausserordentlich grossem Nutzen waren.

An den südöstlichen Landesgrenzen der Schweiz hat sich noch eine dritte romanische, also eine vierte Landessprache, das Rätoromanische erhalten,

worauf ich später noch einlässlich zu sprechen kommen werde. Die drei Hauptsprachen der Schweiz, die deutsche, französische und italienische, sind in der Bundesverfassung als Nationalsprachen im Sinne der Gleichberechtigung anerkannt. Es entspricht dies ganz dem geistigen Antlitz der schweizerischen Demokratie, ihrer staatlichen Entwicklung und dem Respekt vor dem Recht und der wirklichen geistigen Freiheit, die ohne die Freiheit der Muttersprache auch nicht besteht. Es ist in der Geschichte der Eidgenossenschaft auch eine erfreuliche Tatsache, dass nie ein Versuch unternommen wurde, eine der erwähnten drei Kultursprachen zu unterdrücken, geschweige denn, dass das mit Gewalt geschehen wäre. Wo es vorgekommen ist, dass die Sprachgebiete sich verschoben, da war es die natürliche Folge organischer Entwicklung.

Schon zur Zeit der Helvetischen Republik ordnete ein Dekret an, dass alle Gesetze in den Landessprachen veröffentlicht werden müssen; und bald darauf hat der helvetische Grosse Rat auch beschlossen, dass das Protokoll deutsch und französisch geführt und alle wichtigen Urkunden und Berichte ins Italienische übersetzt werden müssen. Ebenso mussten auch die italienischen Voten ins Französische, bzw. ins Deutsche übersetzt werden.

Nach dem Anschluss von Graubünden an die Helvetische Republik erhielt die provisorische Regierung des Kantons Rhätien die Weisung, ihre Proklamationen auch ins Romanische und Italienische zu übersetzen und allen Gemeinden zuzustellen. In den Verfassungsentwürfen der Jahre 1832 und 1833 und auch im ursprünglichen Entwurf vom Jahre 1847 war von einem Sprachenartikel keine Rede. Man vertraute offenbar darauf, dass das ungeschriebene Recht stärker sei als das geschriebene.

In der Tagsatzung brachte die Gesandtschaft des Kantons Waadt einen Antrag ein, der die Zustimmung sämtlicher Kantone fand, indem beschlossen wurde, den Art. 109 in die Bundesverfassung aufzunehmen. Er lautete:

„Die Hauptsprachen der Schweiz, die deutsche, französische und italienische, sind die Nationalsprachen der Schweiz.“

Wenn in diesen Verhandlungen das Rätoromanische keine Berücksichtigung fand und auch späterhin, als dieser Sprachenartikel unverändert in die revidierte Bundesverfassung vom Jahre 1874 aufgenommen wurde, so ist doch darauf hinzuweisen, dass der Verfassungsartikel von drei Hauptsprachen spricht. Dadurch, dass der Begriff der Nationalsprache nicht auf alle, sondern nur auf die Hauptsprachen angewandt wurde, war das Bestehen einer weitem Landessprache, des Rätoromanischen, festgestellt. Wenn nun der Gesetzgeber damals darauf verzichtet hat, die vierte Sprache als Nationalsprache zu bezeichnen, so waren hiefür jedenfalls praktische Ueberlegungen massgebend, indem man durch die Anerkennung einer weitem Landessprache als Nationalsprache den Staatsverkehr und den eidgenössischen Staatshaushalt nicht übermässig belasten wollte.

Der verfassungsrechtliche Begriff der Nationalsprache entwickelte sich dann im Laufe der Zeit zum Begriff der Amts- und Staatssprache.

Aus dem Grundsatz der Gleichberechtigung aller Nationalsprachen geht nun hervor, dass alle Bundesgesetze, Bundesbeschlüsse und Verordnungen in allen Nationalsprachen veröffentlicht werden müssen. Kein Gesetzestext hat vor dem andern einen Vorrang. Bei allfälliger Verschiedenheit der Gesetzestexte ist mittelst juristischer Interpretation festzustellen, welcher der drei Texte den richtigen Sinn, entsprechend dem Sinn und Geist des Gesetzgebers wiedergibt.

In den Verhandlungen der Bundesbehörden sind ihre Mitglieder berechtigt, sich in ihrer Nationalsprache auszusprechen; in den eidgenössischen Kammern werden bekanntlich alle Anträge ins Französische bezw. ins Deutsche übersetzt.

Die Schweizerbürger und alle kantonalen Behörden sind berechtigt, sich in ihrer Nationalsprache auszusprechen und mit den Bundesbehörden zu verkehren, und diese sind verpflichtet, in der gleichen Sprache zu antworten.

Vor den Schranken des Bundesgerichtes kann sich jede Partei ihrer Nationalsprache bedienen und das Urteil wird in der Sprache des angefochtenen Entscheides ausgefertigt. Und in den Fällen, in denen das Bundesgericht als einzige Instanz, zu walten und zu entscheiden hat, erfolgt die Urteilsausfertigung in der Sprache der Parteien.

Bei der Wahl des Bundesgerichts ist nach Massgabe von Art. 107 der Bundesverfassung darauf Rücksicht zu nehmen, dass alle Nationalsprachen vertreten sind.

Wenn schon bei der Wahl des Bundesrates eine analoge Vorschrift fehlt, so besteht doch seit Gründung des Bundesstaates die rühmliche Gepflogenheit, dass sowohl die romanische wie die deutsche Schweiz in unserer obersten Exekutive angemessen vertreten waren.

Auch in der Armee gilt der Grundsatz, dass die Mannschaft in ihrer Nationalsprache ausgebildet und kommandiert werden muss. Und bei Abnahme der eidgenössischen Medizinalprüfungen bestehen sowohl für die deutsche wie für die französische Schweiz gleich geordnete Prüfungsbehörden. Die verfassungsmässige Gewährleistung des Bundes erstreckt sich aber nur auf das Recht des Bundes und auf seine Beziehungen zu den Kantonen. In den gemischtsprachigen Kantonen haben deren Verfassungen die zwei oder drei in ihrem Kanton anerkannten Schriftsprachen als Landessprachen gewährleistet, und in den übrigen Kantonen hat man die praktische Ausgestaltung des Sprachenproblems dem gesunden Sinn des Bürgers überlassen, indem sich der Schweizer wohl bewusst ist, dass das Zusammenwirken der verschiedenen Sprachen nicht durch Gesetze, sondern viel besser durch vernünftige Uebung und durch bewährten Brauch geregelt werden kann.

Summa summarum stelle ich auf Grund des geltenden Rechtes fest: Die drei Hauptsprachen der Schweiz, Deutsch, Französisch und Italienisch sind die Nationalsprachen des Bundes. Das Rätoromanische gilt bundesrechtlich heute noch nicht als Nationalsprache. Aus diesen Feststellungen darf aber nicht gefolgert werden, dass dem Rätoromanischen der Charakter einer eigenen Sprache aberkannt würde; im Gegenteil, die Bundesbehör-

den haben schon oft berechtigten Begehren der Rätoromanen und der Regierung des Kantons Graubünden Rechnung getragen. In Gutheissung zweier Gesuche aus dem Jahre 1872 und 1874 wurde die Verfassungsrevision in beide rätoromanischen Dialekte übersetzt; ein später eingehendes Gesuch vom Jahre 1876 ist aber nach Massgabe von Art. 116 der Bundesverfassung abgelehnt worden. Der Bund hat ferner durch Bewilligung von Beiträgen rätoromanische Uebersetzungen, wie beispielsweise des Bundesgesetzes über das Obligationenrecht, des Schuldbetreibungs- und Konkursgesetzes und des Zivilgesetzbuches ermöglicht. Er gewährte ferner Beiträge an die rätoromanische Gesellschaft für die Beibehaltung ihres Idiotikons und für die Herausgabe der rätoromanischen Chrestomathie. Schliesslich wird noch bei der ordentlichen Bundesprimarschulsubvention ein besonderer Zuschlag für 56 000 Einwohner romanischer und italienischer Zunge verabfolgt.

Aus diesen Feststellungen geht doch hervor, dass die Bundesbehörden schon öfters für die Erhaltung und Förderung der rätoromanischen Sprache ein sehr grosses Verständnis bewiesen haben. Sie haben dadurch den Wünschen, die unsere rätoromanischen Miteidgenossen beseelen, schon zu einem grossen Teil vorgearbeitet.

Ich komme nun auf die rätoromanische Sprache im speziellen zu sprechen. Das Gebiet des Kantons Graubünden besteht aus einem Netz von zahlreichen Alpentälern, die ihre Gewässer mit dem Rhein nach der Nordsee, mit dem Inn in das Schwarze Meer und mit den Zuflüssen des Tessins, des Etsch und der Adda an die Adria entsenden. Weit ausgedehnt, aber spärlich bevölkert, zählt es 221 Gemeinden. Bewohnt ist das Land seit den weitest zurückliegenden Zeiten. Mit der geschichtlichen Entwicklung Rätiens ist das Schicksal der rätoromanischen Sprache aufs engste verknüpft. Es kann hier allerdings nicht der Ort sein, Geschichte zu dozieren, sondern ich begnüge mich mit dem Hinweis auf eine Schrift von Peider Lansel, dem gewesenen Schweizerkonsul in Livorno, die von alt Bundesrat Häberlin in geradezu klassischer Weise ins Deutsche übersetzt wurde.

Das Rätoromanische wird nicht als die allererste Sprache bezeichnet, aber sie gilt als eine der ältesten Sprachen in der Schweiz. Ich darf hierbei an das Votum unseres verehrten Kollegen Condrau anlässlich der Begründung seiner Interpellation erinnern, der erklärte — und er als wahrhafter Rätoromane muss es unfehlbar wissen —, dass das Romanische vielleicht seinen Anfang im Jahre 15 v. Chr. genommen hat, da Tiberius und Drusus die rätischen Alpen besetzten und die Kolonnen Roms die südlichen Klänge von den Ufern des Tibers nach dem Inn und dem Rhein brachten.

Gleich wie in Frankreich das Latein durch die Gallier, in Rumänien durch die Dazier, eine ganz eigenartige Sonderentwicklung durchmachte, die zum modernen Französisch und Rumänisch führte, so ist das Rätoromanische eine neolateinische Sprache, eine Tochter des Lateinischen, eine Schwester des Italienischen, Französischen und Spanischen. Ascoli hat dies bereits in seinem Werk „Saggi ladini“ im Jahre 1873 festgestellt. Es ist auch erfreulich feststellen zu können, sagte unser

Kollege Condrau, dass die beiden Brüder Ludwig der Deutsche und Karl der Kahle ihren Schwur zu Verdun im Jahre 842 in einer Sprache geschworen haben, die heute von den Rätoromanen sehr leicht noch verstanden werde. Im Jahre 1527 schilderte in einem historischen Gedicht der Humanist und Staatsmann Gian Travers den Verlauf des Müsserrieges in seiner angestammten, oberengadinischen Mundart. Das erste gedruckte Buch auf romanischem Boden, datiert vom Jahre 1552, war ein Katechismus mit angehängtem ABC. Sänger und Schriftsteller am Inn und am Rhein, an der Julia und am Albula haben das Rätoromanische im Laufe der Zeiten zur Blüte gebracht. Wer sich für das rätoromanische Sprachgut interessiert, findet eine reiche Literatur, die namentlich in den 12 Bänden der Chrestomathie von Prof. Dr. Decurtins gesammelt ist. Die „Musa ladina“ von Peider Lansel gibt uns Zeugnis von den Dichtungen im Engadin. „Die Märchen“, die der einstmalige Redaktor des „Bund“, Gian Bundi, in schönster Weise ins Deutsche übersetzt hat, geben beredtes Zeugnis von der lebhaften Phantasie des romanischen Volkes. Eines der feinsten Werke in der rätoromanischen Literatur, mit dem Titel: „Im Lande der Rätoromanen“, hat der verdiente Pater Maurus Carnot aus Disentis veröffentlicht. Wohl bekannt sind auch die Dichtungen von Giacun Hasper Muoth. Unter den verstorbenen Romanisten von Ruf, die sich mit dem Rätoromanischen befasst haben, sind neben den bereits genannten besonders Ascoli, Diez, Gärtner und Böhmer noch zu erwähnen. Ich muss es mir versagen, hier noch einlässlicher auf die grosse literarische und wissenschaftliche Ernte von vier Jahrhunderten einzutreten. Es steht doch fest, dass die wissenschaftliche Sprachforschung das Rätoromanische als eine eigene, selbständige Sprache anerkennt. Jud, Jaberg, Gauchat, Planta, hervorragende Sprachforscher unseres Landes, haben es neuerdings wiederholt, dass das Rätoromanische als eine selbständige Sprache zu betrachten sei.

Leider müssen wir in neuester Zeit, da just die Rätoromanen an der Wiedergeburt ihrer Sprache mit Eifer arbeiten, feststellen, dass man nicht überall die rätoromanische Sprache mit Freundlichkeit erforscht; denn es entspricht wahrlich nicht dem Ernst einer wissenschaftlichen Sprachforschung, wenn italienische Zeitschriften behaupten, dass das Rätoromanische eine italienische Mundart sei. Es sollen hier einige solche Schriftchen genannt werden: *Ladino al bivio* (von Giorgio del Vecchio), *La verità sulla questione del Ladino nei Grigioni*. Eine weitere Schrift heisst: *Problemi alpini, l'Italia svizzera*. Carlo Salvioni spricht sogar von einer „lingua moribunda“.

Das Bündnervolk hat sich jeweilen mit Recht gegen die angebliche Italianität des Romanischen energisch zur Wehr gesetzt. Denn diese unverantwortliche Propaganda ist geeignet, die althergebrachten guten Beziehungen zwischen Italien und der Schweiz zu gefährden. Es ist auch nicht anzunehmen, dass massgebliche Persönlichkeiten im südlichen Nachbarreiche diese Bestrebungen der Dante Alighieri - Gesellschaft besonders billigen könnten, hat doch der italienische Regierungschef Mussolini vor nicht gar langer Zeit der Welt ver-

kündet, dass die Beziehungen seines Staates zur Schweiz mehr als freundschaftlich seien.

Wir sehen uns daher auch veranlasst, von dieser Stelle aus wieder einmal mehr zu betonen: auf rätoromanischem, schweizerischen Boden gibt es keine Italianität und hat sie nie gegeben, haben doch die Rätoromanen als entschiedene Gegner jeder Italianisierung wie jeder Germanisierung mit aller Deutlichkeit und Einmütigkeit schon wiederholt erklärt: Weder Italiener noch Deutsche, Romanen wollen wir bleiben. Ni Italiens, ni Tudaischs, Romanschs vulains restar.

Nun müssen wir uns aber vor Augen halten, dass das Rätoromanische zwischen zwei grossen Sprachen, dem Deutschen und dem Italienischen, notwendig deren Einfluss im Laufe der Zeit erfahren musste. Als namentlich in der zweiten Hälfte des vorigen Jahrhunderts Rätien dem Fremdenverkehr die Tore weit öffnete, wuchs die Gefahr für den Bestand des Rätoromanischen, dessen einstige dominierende Stellung im selbständigen Alt Frö Rätien schon durch den Anschluss des Landes an die Eidgenossenschaft eine empfindliche Einbusse erfahren hatte. Es wird nicht bestritten werden können, dass der Fremdenstrom für die Erhaltung des Rätoromanischen eine gewisse Gefahr in sich birgt, was übrigens auch für andere romanische Sprachgebiete der Schweiz zutrifft, weniger wegen der kosmopolitischen Massen, die kommen und gehen, als wegen der übergrossen Zahl derjenigen, die sich dauernd im Lande niederlassen, im Gefolge der Hotelindustrie. Dazu kommt, dass die Rätoromanen sich gezwungen sehen, neben ihrer Muttersprache noch eine andere Sprache zu erlernen, um ausserhalb ihres relativ kleinen Sprachgebietes den Ansprüchen des Lebens zu genügen. Die Rätoromanen sind in dieser Beziehung in der gleichen Lage wie die Bewohner der italienisch sprechenden bündnerischen Talschaften.

Das Rätoromanische erlebte leider auch besonders im Engadin eine wahrhaft bemühende Dekadenz, welche dem italienischen Einfluss zuzuschreiben ist.

Durch die immer mehr anschwellende fremdsprachige Einwanderung aufs schwerste gefährdet, erwachte unter der Aegide einsichtiger Männer das alte Selbstbewusstsein der Rätoromanen. Mit tiefer Ergriffenheit verfolgt der anderssprachige Miteidgenosse den Kampf von Jung und Alt um das Recht auf Bewahrung jahrhundertealten Eigenlebens im Rahmen der schweizerischen Demokratie. Es ist die Lia Romontscha, bei der die Fäden der rätoromanischen Renaissance-Bewegung zusammenlaufen, die für die Erhaltung und Ausbau der Heimatsprache im privaten und öffentlichen Verkehr unermüdlich eintritt.

Insbesondere ist zu begrüessen, dass die rätoromanische Sprache auf allen Stufen des Unterrichtes von der Primar- bis zur Kantonsschule wiederum in ihre Rechte eingesetzt wurde. Um die Bemühungen auf dem Gebiete des Unterrichtes zu krönen, wurde im Jahre 1932 an der Universität Genf ein Lehrstuhl für die rätoromanische Sprache geschaffen.

Endlich soll die Initiative erwähnt werden, die von der Volksversammlung vom September 1934 in Rhäzüns ausging und ihre Festlegung erhielt

durch den einstimmigen Beschluss des bündnerischen Grossen Rates, in dessen denkwürdiger Sitzung vom 29. November 1934 der Kleine Rat den Auftrag erhielt, eine Eingabe an die Eidgenossenschaft um Anerkennung des Rätoromanischen als vierte Nationalsprache zu richten.

In Anwendung des Initiativrechtes gemäss Art. 93 der Bundesverfassung, wonach jeder Kanton das Recht besitzt, durch schriftliche Eingabe einen Antrag der Bundesversammlung zu unterbreiten, damit sie denselben in Beratung ziehe und das weitere Vorgehen veranlasse, gelangte der Kleine Rat des Kantons Graubünden in Ausübung seiner verfassungsmässigen Kompetenz am 21. September 1935 mit einer ausführlichen, wohlbegründeten Eingabe um Anerkennung des Rätoromanischen als schweizerische Landessprache an den Bundesrat. Die Eingabe ist in der Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung in extenso enthalten.

Der Bundesrat beantwortete indessen eine Interpellation Condrau dahin, dass er dem von Graubünden gestellten Begehren grundsätzlich zustimme und beabsichtige, den eidgenössischen Räten eine Vorlage betreffend Revision des Art. 116 der Bundesverfassung zu unterbreiten.

Der Bundesbeschluss über Revision der Art. 107 und 116 der Bundesverfassung (Anerkennung des Rätoromanischen als Nationalsprache) liegt nun zur Beratung auf dem Tisch des Hauses, begleitet von einer einlässlichen Botschaft des Bundesrates, die dem Verfasser derselben zur Ehre gereicht.

Durch die vorliegende Verfassungsänderung soll das Rätoromanische als vierte Nationalsprache anerkannt werden. Demnach lautet der neue Art. 116 wie folgt: „Das Deutsche, Französische, Italienische und Rätoromanische sind die Nationalsprachen der Schweiz.“

Das Rätoromanische auch in der Bundesverfassung rechtlich anzuerkennen und seine Erhaltung zu fördern, entspricht einer Forderung vornehmsten geistigen Heimatschutzes. Der Umstand, dass nur 44 000 Schweizer der rätoromanischen Sprache angehören, erscheint uns als Grund besonderer Verpflichtung des Landes gegenüber einem Volkstamm, der durch seine Muttersprache mit einem Stück schweizerischer Erde wurzelstark verbunden ist. Es entspricht auch einer gut eidgenössischen Tradition, im friedlichen Zusammenleben verschiedensprachiger Völkerschaften der unteilbaren schweizerischen Nation anzugehören.

In Absatz 1 von Art. 116 wird nun die Anerkennung des Rätoromanischen als Nationalsprache postuliert, während in Absatz 2 der Kreis der Amtssprachen wie bisher ausdrücklich auf das Deutsche, Französische und Italienische beschränkt bleiben soll. Eine Anerkennung des Rätoromanischen als Amtssprache des Bundes mit allen daraus fliessenden Folgerungen würde ein vernünftiges Mass überschreiten. Es würde zu unnötigen Schwierigkeiten und zu verhältnismässig übertriebenen Kosten führen, wollte man alle Bundesgesetze und Botschaften ins Romanische übersetzen. In dieser Beziehung wird es wohl genügen, wenn der Bund wie bisher auch wichtige Gesetzeserlasse ins Romanische übersetzen lässt, wie bereits erwähnt die Bundesverfassung, das Zivilgesetzbuch, das Obligationsrecht und das Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz.

gationenrecht und das Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz.

Wenn der verstorbene Professor Fleiner in einem Artikel der „Neuen Zürcher Zeitung“ wegen der vorgesehenen verfassungsrechtlichen Unterscheidung von National- und Amtssprachen eine mögliche Gefahr von Auseinandersetzungen über die Auslegung der beiden Begriffe befürchtet und statt einer Revision des Art. 116 einen Bundesbeschluss betreffend die Förderung und Unterstützung der rätoromanischen Sprache und Kultur befürwortete, so wird diesem Vorschlag mit Recht entgegengehalten, dass die Bündner das Hauptgewicht nicht auf die materielle direkte oder indirekte Unterstützung und Förderung, sondern auf eine ideelle, möglichst feierliche Anerkennung ihrer Sprache legen. Auch alt Bundesrat Dr. Häberlin, dem die Frage, ob Verfassungsänderung oder Bundesbeschluss zur Begutachtung unterbreitet wurde, vertrat folgende Auffassung:

„Die aus der Rhäzünser Versammlung hervorgegangene Anrufung der Eidgenossenschaft will die rätoromanische Sprache speziell in der Bundesverfassung als schweizerische Sprache genannt sehen. Und während früher die Pflege der romanischen Schriftsprache eine Angelegenheit der gelehrten oder doch der gebildeten Stände war, müssen wir uns klar sein, dass wir heute nicht eine gelehrte Liebhaberei, nicht eine Subventionsspekulation, nicht eine regionale Ueberheblichkeit vor uns haben, sondern ein gemeinbündnerisches Volksbegehren, welches durch die staatsrechtlichen Instanzen hindurch den Weg zum Volk der Eidgenossen sucht.“ Angesichts dieser Feststellung dürfen wir uns nicht einer kleinen Aengstlichkeit hingeben, sondern müssen entsprechend dem Vorgehen der Schöpfer unserer ersten Bundesverfassung und den seitherigen Erfahrungen auch an die Erfüllung des vorliegenden Begehrens der Regierung des Kantons Graubünden mit ruhigem Vertrauen herantreten.

Nach dem ersten Absatz des neuen Art. 116 verstehen wir unter Nationalsprache eine jener Sprachen, die von der schweizerischen Nation gesprochen, geschrieben und als solche von der Bundesverfassung bzw. dem Schweizervolke anerkannt wird. Dagegen wird im zweiten Absatz der Kreis der Amtssprachen nur auf das Deutsche, Französische und Italienische beschränkt und in diesem Bereich am bisherigen rechtlichen und tatsächlichen Zustande nichts geändert.

Wenn der Revision des neuen Art. 116 der Bundesverfassung zugestimmt wird, so muss auch nach den bereits erfolgten Darlegungen Art. 107 der Bundesverfassung entsprechende Aenderung erfahren. Da am bisherigen Rechtszustand für die Zusammensetzung des Bundesgerichtes nicht geändert werden soll, so ist die vorgesehene Revision des Art. 107 nicht materieller, sondern bloss redaktioneller Natur. Sie ist aber nötig, wenn keine Diskrepanz in der Verfassung bestehen soll.

Was die weiteren Begehren in der mehrfach erwähnten Eingabe des Kleinen Rates des Kantons Graubünden anbetrifft, so können diese nicht im Zusammenhang mit der vorgeschlagenen Verfassungsrevision behandelt werden, weshalb wir in dieser Beziehung lediglich auf die Botschaft verweisen.

Ich komme zum Schluss und stelle fest:

Das Rätoromanische ist eine selbständige Sprache, die mit der Freiheit der Rätoromanen entstanden ist und ein unveräusserliches Erbgut der rätschen Heimat bedeutet. Die Erhaltung und Förderung dieses Sprachgutes ist in erster Linie eine edle Aufgabe und Pflicht des rätoromanischen Volkes und des eidgenössischen Standes Graubünden.

Dabei wissen wir wohl, dass eine Verfassungsrevision nicht genügt, um eine Sprache zu erhalten; auch huldigen wir nicht den Auffassungen und Theorien von Blut und Rasse. Im Gegenteil, wir setzen unsern Stolz darin, ganz besonders hervorzuheben, dass eben trotz der Verschiedenheit des Blutes, der Konfession und der Sprache auf schweizerischem Staatsgebiete höhere Faktoren ausschlaggebend waren und noch sind, die für immer die schweizerische Eidgenossenschaft zu einer Nation verbinden.

Wir Schweizer betrachten eben die Vielgestaltigkeit unseres Vaterlandes und namentlich die Mannigfaltigkeit der sprachlichen Kulturen nicht als eine unerwünschte Komplikation, sondern als einen segensreichen Quell idealer Werte.

Wir ersuchen daher die Herren Nationalräte, der Tatsache wohl bewusst zu sein, dass über den materiellen Gütern die geistigen Werte stehen und über dem wirtschaftlichen Wohlstand des Landes auch dessen vielgestalteter, geistiger Reichtum zu verteidigen ist. Schützen wir auch die unsichtbare Schweiz nicht minder treu als das Land, das wir mit den Augen sehen und im Herzen tragen.

Wenn die Vertreter des Volkes ohne Unterschied ihrer Parteizugehörigkeit einig und stark zu unserer schweizerischen Demokratie stehen, die nicht auf Blut, sondern auf Geist gegründet ist, dann müssen sie der Anerkennung des Rätoromanischen aus eidgenössischer Pflicht und Solidarität ihre Zustimmung geben.

Ich bitte Sie, Herr Präsident, Herren Nationalräte, auf die Vorlage mit Einmütigkeit einzutreten und derselben auch zuzustimmen.

Allgemeine Beratung. — *Discussion générale.*

Vonmoos: Gestatten Sie mir als Engadiner auch einige wenige Worte in dieser für uns so wichtigen Angelegenheit.

Im Namen der Rätoromanen danke ich dem Bundesrat herzlich dafür, dass er einstimmig und in so eindrucksvoller Weise unserem Herzenswunsche entsprochen hat. Unsern besondern Dank verdient Herr Bundesrat Etter, der das für uns so bedeutsame Problem mit warmem Herzen gefördert und unsere Begehren in der ihm eigenen Art in das Licht echt eidgenössischen Empfindens gestellt hat. Er hat sich als guter Vater dieses verlassenen vierten Landeskindes in liebevoller Weise angenommen und ihm damit im vornherein die Zuneigung seiner deutschen, französischen und italienischen Schwestern gesichert. Die Romanen wären mir böse, wenn ich nicht auch Herrn alt Bundesrat Häberlin dafür danken würde, wie es der Herr Referent schon getan hat, dass er das Werk des Dichters Peider Lansel „Ils Rätoromantschs“ in glänzender Weise ins Deutsche übertragen und

damit seine Ueberzeugung für den innern Wert und die Lebensfähigkeit der romanischen Sprache dokumentiert hat. Die bedeutendsten vaterländischen Organisationen der Schweiz, wie die Neue Helvetische Gesellschaft und andere haben sich in echt eidgenössischem Geist der quarta lingua angenommen, wofür sie dankende Anerkennung verdienen. Und schliesslich entbiete ich auch den herzlichsten Dank den Herren Kommissionsreferenten für die Verehrung und die begeisterte Sympathie, die sie unserer lieben Muttersprache entgegenbringen. Ich bin überzeugt, dass auch die eidgenössischen Räte und alle unsere Miteidgenossen der romanischen Sprache den Platz einräumen werden, der ihr gebührt.

Die Stärke und die Kraft der schweizerischen Eidgenossenschaft ist nicht zuletzt dem Umstande zuzuschreiben, dass sie verschiedene Stämme zu einem unzertrennlichen Bunde zusammengeschlossen hat. Einer der edelsten Zwecke dieses Bundes ist gerade der, Leben und Eigenart dieser verschiedenen Stämme zu schützen und besonders das freiheitliche Zusammenwirken der verschiedenen Sprachen und Kulturen zu fördern. Die Mannigfaltigkeit dieser Sprachen und Kulturen bildet den segensreichen Quell idealer Werte. Das kleine romanische Volk hat seine Muttersprache, dieses kostbare Geisteserbe, mit zäher Kraft durch Jahrhunderte hindurch verteidigt und erhalten. Heute ist sie aber mehr bedroht als je. Deshalb wünschen wir Euren Schutz. Die feierliche Anerkennung des Romanischen als schweizerische Nationalsprache wird uns eine mächtige Stütze sein. Wir sind sicher, dass wir nicht vergebens bei Ihnen anklopfen, denn die edelste schweizerische Tradition ist die Achtung vor dem Recht des Kleinen und die Ehrfurcht vor der Muttersprache, von der ein grosser schweizerischer Kulturhistoriker sagt: „An der Spitze aller Kultur steht ein geistiges Wunder, die Muttersprache, deren Ursprung in der Seele liegt.“

Das Rätoromanische, die älteste Sprache unseres Landes, absolut selbständig und von eigener Prägung, verdient, auch seiner Schönheit halber, verteidigt und erhalten zu werden. Der Umstand, dass mehrere Dialekte bestehen, spielt keine Rolle, denn die katholischen Romantschen des Oberlandes und die evangelischen Ladiner des Engadins fühlen sich durch das Gemeinsame ihrer Sprache eng verbunden. Beide Dialekte sind von eigenartiger Schönheit und ergänzen einander in vorzüglicher Weise. Hier das urchige kräftige Oberländer Romanisch:

Quei ei miu grepp, quei ei miu crap
 Cheu tschentel jeu miu pei
 Artau hai jeu vus da miu bap,
 Sai a negin marschei.
 Quei ei miu prau
 Quei miu clavau
 Quei miu regress e dretg
 Sai a negin perquei d'engrau
 Sun cheu jeu mez il retg.

Dieses Gedicht von Gian Antoni Huonder gehört zu den schönsten der schweizerischen Lyrik. Ein Welscher, einer der besten Kenner der schweizerischen Literatur, sagt von demselben: «Les vers les plus suisses que nous connaissions».

Auf der andern Seite das weiche melodische, wohlklingende Idiom des Engadins, wie es zum Beispiel in der *Lingua materna* von Gudench Barblan zum Ausdruck kommt:

Chara lingua da la mamma
Tü sonor rumantsch ladin,
Tü favella dutscha lamma,
O co t'am eu sainza fin.
In Teis suns cur eir' in chüna
m'ha la mamma charezzà
E chاوزanns da l'Engiadina
In l'uraglia m'ha chantà
Millieras ragordanzas
Svagli in mai teis ples sonor
Svaglia saimper veglias sprauzas
Chi ün di han muoss meis cour.

Wollen wir diese schöne Sprache untergehen lassen? Niemals. Wir sind sicher, dass das ganze Schweizervolk es als vaterländische Pflicht betrachtet, die quarta lingua zu beschirmen. In dieser Zuversicht schliesse ich mit dem Wort meines lieben Freundes und grössten ladinischen Dichters Peider Lansel:

Rumantsch, o tü funtana viva
da retics grips e cours sbuorfland
T'alleigra, cha ti' ura viva
Uossa va frais-chamaing inavant.
Cha nos babuus a chalavaina
T'hau cun lur sang pudü salvar
Ni hoz, ni mâ, nun invlüdaina
Rumantschs vulains restar.

(Beifall.)

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 7. Dez. 1937. Séance du 7 décembre 1937, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. Hauser.

3553. Rätoromanische Sprache. Verfassungsänderung. Langue romanche. Revision constitutionnelle.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 711 hiervor. — Voir page 711 ci-devant.

Schmid-Oberentfelden: Die Frage, die hier zur Beratung steht, ist nicht eine Frage der 45 000 Schweizerbürger allein, die die rätoromanische Sprache sprechen. Ihre Bedeutung ist trotz alledem grösser als man glaubt; denn diese 45 000 Schweizerbürger, die eine eigene Sprache sprechen und eine eigene Kultur besitzen, sind ein wichtiger kultureller Bestandteil unseres Volkes. Aber diese Tatsache allein gibt der Frage ihre Bedeutung nicht, und auch die Tatsache, dass der Kanton Graubünden seit Jahrzehnten die rätoromanische Sprache als gleich-

berechtigt neben der deutschen und der italienischen Sprache anerkennt, gibt der Frage die Bedeutung nicht vollständig. Wenn wir bedenken, dass die Rätoromanen eine eigene, selbständige Literatur haben, die sich speziell auch in den letzten Jahrzehnten ausserordentlich stark weiter entwickelt hat und die eine Reihe von bedeutenden Männern zeigt, so ist das eine sehr wichtige Tatsache, die für die heutige Frage bedeutungsvoll ist. Und die weitere Tatsache, dass die 45 000 Rätoromanen ihr Sprachgut nicht nur durch die Mitarbeit bedeutender Männer vermehren, sondern dass sie selber grosse Opfer bringen, um ihr Sprachgut zu verteidigen, ist wichtig.

Diese Tatsachen allein würden genügen, damit wir der Vorlage des Bundesrates einstimmig zustimmen würden. Aber es genügt nicht, dass man erklärt, die rätoromanische Sprache, die jetzt im Mittelpunkt der Diskussion steht, müsse als Nationalsprache anerkannt werden, weil das die föderalistische Struktur unseres Staates bedinge. Ich stehe auf dem Boden, dass der Föderalismus eine Voraussetzung der Demokratie ist. Ich habe die Meinung, dass der Föderalismus die Mitarbeit auch der kleinsten Minderheit bedeutet und dass er allein geeignet ist, jene fruchtbare Kulturarbeit zu schaffen, die bei einer starken Zentralisation unmöglich ist; weil diese naturgemäss zu einer gewissen Gleichschaltung auf vielen Gebieten des Lebens führt. Ich habe die Meinung, dass die Demokratie in ihrem ureigensten Interesse die Mitarbeit aller Volksgenossen braucht, also auch einer kleinen sprachlichen Minderheit.

Aber ich behaupte, dass alle diese Gründe nicht die wesentliche Bedeutung der heutigen Vorlage treffen, sondern ich habe die Meinung, dass die Bedeutung der Vorlage auf einem andern Gebiete liegt, auf dem Gebiet der Demokratie überhaupt. Denn wenn man bedenkt, dass die Rätoromanen im Laufe von Jahrtausenden einen immer gleichbleibenden ungeheuer starken Willen zur Freiheit und zur Unabhängigkeit bekundet haben, dann gibt das den Ausweis dafür, dass man es hier mit einem lebenswichtigen Element unserer Demokratie zu tun hat. Alle jene Kreise unseres Volkes, die eine lebendige Kultur, eine lebendige Volksgemeinschaft besitzen, sind für den Weiterbau unseres Staates von grösster Wichtigkeit. Die Geschichte der Rätoromanen, ihre Kämpfe gegen die Römer beweisen, dass sie Unabhängigkeitsgefühl haben. Vor allem aber beweist dies die Tatsache, dass sie sich durch Jahrhunderte gegen den Feudalismus zur Wehr setzen und das insonderheit dann, als von Norden her die germanischen Kolonisatoren kamen und versuchten, das Landvolk zu unterjochen. Sie haben sich aber auch gegen die einheimischen, die ansässigen und einheimisch gewordenen Feudalherren zur Wehr gesetzt und kämpften entschlossen gegen den Uebermut und gegen die Vorrechte dieser Herren.

Die Geschichte des rätoromanischen Volkes ist eine Geschichte der Freiheitskämpfe. Das Einigende war hier nicht die Sprache allein, es war auch nicht die Religion allein; denn die Rätoromanen sind nachher in zwei verschiedene Konfessionen zerfallen; wir haben auf der einen Seite die Protestanten, auf der andern Seite die Katholiken; aber

Rätoromanische Sprache. Verfassungsänderung.

Langue romanche. Révision constitutionnelle.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1937
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3553
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.12.1937
Date	
Data	
Seite	711-719
Page	
Pagina	
Ref. No	20 032 416

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Auf der andern Seite das weiche melodische, wohlklingende Idiom des Engadins, wie es zum Beispiel in der *Lingua materna* von Gudench Barblan zum Ausdruck kommt:

Chara lingua da la mamma
 Tü sonor rumantsch ladin,
 Tü favella dutscha lamma,
 O co t'am eu sainza fin.
 In Teis suns cur eir' in chüna
 m'ha la mamma charezzà
 E chاوزanns da l'Engiadina
 In l'uraglia m'ha chantà
 Millieras ragordanzas
 Svagli in mai teis ples sonor
 Svaglia saimper veglias sprauzas
 Chi ün di han muoss meis cour.

Wollen wir diese schöne Sprache untergehen lassen? Niemals. Wir sind sicher, dass das ganze Schweizervolk es als vaterländische Pflicht betrachtet, die quarta lingua zu beschirmen. In dieser Zuversicht schliesse ich mit dem Wort meines lieben Freundes und grössten ladinischen Dichters Peider Lansel:

Rumantsch, o tü funtana viva
 da retics grips e cours sbuorfland
 T'alleigra, cha ti' ura viva
 Uossa va frais-chamaing inavant.
 Cha nos babuus a chalavaina
 T'hau cun lur sang pudü salvar
 Ni hoz, ni mâ, nun invlüdaina
 Rumantschs vulains restar.

(Beifall.)

Hier wird die Beratung abgebrochen.
 (Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 7. Dez. 1937. Séance du 7 décembre 1937, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. Hauser.

3553. Rätoromanische Sprache. Verfassungsänderung. Langue romanche. Revision constitutionnelle.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 711 hiervor. — Voir page 711 ci-devant.

Schmid-Oberentfelden: Die Frage, die hier zur Beratung steht, ist nicht eine Frage der 45 000 Schweizerbürger allein, die die rätoromanische Sprache sprechen. Ihre Bedeutung ist trotz alledem grösser als man glaubt; denn diese 45 000 Schweizerbürger, die eine eigene Sprache sprechen und eine eigene Kultur besitzen, sind ein wichtiger kultureller Bestandteil unseres Volkes. Aber diese Tatsache allein gibt der Frage ihre Bedeutung nicht, und auch die Tatsache, dass der Kanton Graubünden seit Jahrzehnten die rätoromanische Sprache als gleich-

berechtigt neben der deutschen und der italienischen Sprache anerkennt, gibt der Frage die Bedeutung nicht vollständig. Wenn wir bedenken, dass die Rätoromanen eine eigene, selbständige Literatur haben, die sich speziell auch in den letzten Jahrzehnten ausserordentlich stark weiter entwickelt hat und die eine Reihe von bedeutenden Männern zeigt, so ist das eine sehr wichtige Tatsache, die für die heutige Frage bedeutungsvoll ist. Und die weitere Tatsache, dass die 45 000 Rätoromanen ihr Sprachgut nicht nur durch die Mitarbeit bedeutender Männer vermehren, sondern dass sie selber grosse Opfer bringen, um ihr Sprachgut zu verteidigen, ist wichtig.

Diese Tatsachen allein würden genügen, damit wir der Vorlage des Bundesrates einstimmig zustimmen würden. Aber es genügt nicht, dass man erklärt, die rätoromanische Sprache, die jetzt im Mittelpunkt der Diskussion steht, müsse als Nationalsprache anerkannt werden, weil das die föderalistische Struktur unseres Staates bedinge. Ich stehe auf dem Boden, dass der Föderalismus eine Voraussetzung der Demokratie ist. Ich habe die Meinung, dass der Föderalismus die Mitarbeit auch der kleinsten Minderheit bedeutet und dass er allein geeignet ist, jene fruchtbare Kulturarbeit zu schaffen, die bei einer starken Zentralisation unmöglich ist; weil diese naturgemäss zu einer gewissen Gleichschaltung auf vielen Gebieten des Lebens führt. Ich habe die Meinung, dass die Demokratie in ihrem ureigensten Interesse die Mitarbeit aller Volksgenossen braucht, also auch einer kleinen sprachlichen Minderheit.

Aber ich behaupte, dass alle diese Gründe nicht die wesentliche Bedeutung der heutigen Vorlage treffen, sondern ich habe die Meinung, dass die Bedeutung der Vorlage auf einem andern Gebiete liegt, auf dem Gebiet der Demokratie überhaupt. Denn wenn man bedenkt, dass die Rätoromanen im Laufe von Jahrtausenden einen immer gleichbleibenden ungeheuer starken Willen zur Freiheit und zur Unabhängigkeit bekundet haben, dann gibt das den Ausweis dafür, dass man es hier mit einem lebenswichtigen Element unserer Demokratie zu tun hat. Alle jene Kreise unseres Volkes, die eine lebendige Kultur, eine lebendige Volksgemeinschaft besitzen, sind für den Weiterbau unseres Staates von grösster Wichtigkeit. Die Geschichte der Rätoromanen, ihre Kämpfe gegen die Römer beweisen, dass sie Unabhängigkeitsgefühl haben. Vor allem aber beweist dies die Tatsache, dass sie sich durch Jahrhunderte gegen den Feudalismus zur Wehr setzen und das insonderheit dann, als von Norden her die germanischen Kolonisatoren kamen und versuchten, das Landvolk zu unterjochen. Sie haben sich aber auch gegen die einheimischen, die ansässigen und einheimisch gewordenen Feudalherren zur Wehr gesetzt und kämpften entschlossen gegen den Uebermut und gegen die Vorrechte dieser Herren.

Die Geschichte des rätoromanischen Volkes ist eine Geschichte der Freiheitskämpfe. Das Einigende war hier nicht die Sprache allein, es war auch nicht die Religion allein; denn die Rätoromanen sind nachher in zwei verschiedene Konfessionen zerfallen; wir haben auf der einen Seite die Protestanten, auf der andern Seite die Katholiken; aber

über diese konfessionellen und sprachlichen Verschiedenheiten hinweg war das einigende Band das Streben nach Freiheit und Unabhängigkeit.

Wenn wir die Geschichte des „Grauen Bundes“ verfolgen, sehen wir, dass in diesem Grauen Bund drei Sprachen gleichberechtigt waren, die deutsche, die rätoromanische und die italienische. Es gab keine sprachliche Minderheit. Das Interessante ist, dass, trotzdem im „Grauen Bund“ die grosse Mehrheit der Volksgenossen das Rätoromanische sprach, die Erlasse in der Hauptsache in deutscher Sprache geschrieben wurden und dass man hier die deutsche Sprache als Amtssprache führte.

Der Graue Bund ist auch in einer andern Richtung ausserordentlich bemerkenswert, nämlich in seiner Rechtsprechung. Wenn man sich an die Streitigkeiten im Zivilrecht erinnert, die in erster Linie um die Rechte des einfachen Mannes gingen, um Rechte an seinem Boden, um die Abwehr bestimmter Lasten, die der Feudalherr geltend machte, dann liegt die Bedeutung der Rechtsprechung des „Grauen Bundes“ darin, dass er die Beweislast nicht dem Kleinen zuschob, sondern wenn der Grosse behauptete, dass er irgendein Recht auf ein Grundstück besitze und der andere eine Last hätte, dann musste dieser Mächtige dafür den Beweis erbringen. Das war nicht immer leicht, und damit hat man dem kleinen Mann geholfen.

Das alles zeigt, dass der Geist der Freiheit, Unabhängigkeit und der sozialen Gerechtigkeit Kulturgüter der rätoromanischen Volksgemeinschaft sind.

Wenn Sie die Literatur der Rätoromanen bis auf die heutigen Tage durchgehen, dann finden Sie, dass eines der wichtigsten Themata, das immer und immer wieder behandelt wird, die Frage der Unabhängigkeit und der Freiheit ist. Sie brauchen nur etwa das Drama von Spinas Benedetg Fontana zu lesen oder die Festschrift des Grauen Bundes aus dem Jahre 1924 und das Drama, das dort enthalten ist. Immer geht es um die Befreiung, die Erhaltung der Freiheit und den Schutz der Unabhängigkeit. Was die Rätoromanen zusammenhielt, war das Bekenntnis zur Freiheit und Unabhängigkeit.

Wenn wir also heute der Vorlage des Bundesrates zustimmen, tun wir dies auch deshalb, weil wir die kulturelle und freiheitliche Entwicklung der Rätoromanen nicht nur anerkennen wollen, sondern weil wir die rätoromanische Kulturgemeinschaft als gleichberechtigt anerkennen wollen; weil wir der Meinung sind, dass eine so kleine Gruppe von Menschen, die durch Jahrhunderte treu zu ihrer Eigenart, zu ihren Bestrebungen auf dem Gebiete der Freiheit und Unabhängigkeit gestanden hat, die den Schutz der Kleinen vor der Gewalt der Mächtigen sich zur Grundlage machte, es verdient, dass man sie ausdrücklich als ein wertvolles Element der Demokratie anerkennt. Wir sind es und wir wären es den Rätoromanen schon lange schuldig gewesen, dass man sie als gleichberechtigt anerkannt hätte und endlich anerkennt.

Man hat in der Botschaft des Bundesrates von der Ehrfurcht vor der Sprache gesprochen und vom Recht auf die Anerkennung der Freiheit der Muttersprache. Wir begrüssen diese Erkenntnis ausserordentlich und wir sind der Meinung, dass diese Erkenntnis nur ein Teil jener Ueberzeugung ist, dass

Demokratie Ehrfurcht vor der Freiheit bedeutet, nicht nur Ehrfurcht vor der Freiheit der Muttersprache, sondern auch Ehrfurcht vor der freiheitlichen Gesinnung, und die vielleicht in keinem Volksteil so stark verankert ist wie gerade bei den Rätoromanen. Ehrfurcht vor jenen, die die Volksrechte verteidigen! Wir glauben, dass mit diesem Anfang der Erkenntnis eigentlich nachher die Fortsetzung auf andern Gebieten kommen sollte.

Einig sind wir darin, dass eine geistige Gleichschaltung für die Schweiz den Untergang bedeuten würde. Wir lehnen deshalb die geistige Gleichschaltung ab. Wir wissen, dass weder jene Kultur — ich will vielleicht nicht von Kultur reden, sondern von jener Staatsherrschaft —, die wir heute in Italien und Deutschland haben, für die Schweiz den Untergang bedeuten würde, dass die Schweiz nur auf Grund der im Laufe langer Jahrhunderte gewordenen, nicht gleichgeschalteten Demokratie, durch die Mitarbeit aller an gemeinsamen Zielen eine Existenzberechtigung hat.

Sie wissen, dass das Streben der Diktaturstaaten offen oder versteckt dahingeht, die Angehörigen der gleichen Sprache innerhalb einer Grenze zusammenzufassen. Wir wissen, dass speziell der deutsche Nationalsozialismus auf diesem Gebiete immer und immer wieder von den unerlösten Deutschen redet, von jenen, die ausserhalb der deutschen Staatsgrenze wohnen und infolgedessen der Heimat entfremdet worden seien. Wir können so etwas nicht anerkennen, es ist nie anerkannt worden bei uns. Unsere staatliche Existenz beruht nicht darin, dass wir alle dieselbe Sprache sprechen, sondern dass wir allen, die sich zu dem Grundsatz unserer Demokratie bekennen, die gleichen Rechte einräumen.

Wenn man den Versuch gemacht hat, das Rätoromanische als einen lombardischen Dialekt anzusprechen, so ist hinter diesem Versuch auch jene Tendenz zu suchen, die „verloren gegangenen Volksgenossen“ näher an ein grosses Reich anzugliedern. Dass die Schweiz solchen Versuchen nicht nur kein Verständnis entgegenbringen kann, sondern dass sie ganz entschieden erklären muss, dass diese Versuche nicht gemacht werden dürfen, ist ganz klar; ganz abgesehen davon, dass die Sprachwissenschaft einwandfrei festgestellt hat, dass das Rätoromanische eine eigene Sprache, und kein lombardischer Dialekt ist, älter in ihrem Bestand als andere Sprachen unseres Landes. Darum muss man solchen Tendenzen ganz klar entgegentreten. Dadurch, dass man jetzt diesen Verfassungsartikel schafft, ist eindeutig und ohne irgendwelche demonstrative Kundgebung nach aussen eine Tatsache festgestellt, die wichtig ist.

Wir, die wir auf dem Boden der Notwendigkeit des Kampfes gegen jede faschistische Gesinnung und gegen die Faschisierung des Geistes stehen, sind der Meinung, dass der heutigen Vorlage die Bedeutung zukommt, in einer ausserordentlich wichtigen und interessanten Zeit eine Notwendigkeit zu bejahen, die schon lange hätte bejaht werden sollen, nämlich die Notwendigkeit, den Kleinen auf dem Gebiete der Sprache gleichzustellen demjenigen, der einer zahlenmässig grösseren Sprachgemeinschaft angehört. Wir sind der Meinung, dass damit die

Kultur der Romanen, die eine Kultur der Unabhängigkeit, eine Kultur der Freiheit ist, eine Kultur mit tiefem sozialen Gehalt, nicht nur als gleichberechtigtes Glied unserer staatlichen Gemeinschaft staatsrechtlich eingegliedert wird, sondern dass man damit eine Tatsache, die schon lange besteht, einfach anerkennt.

Wir hoffen, dass aus dieser Frage heraus auch bei andern Gelegenheiten eine Förderung der Ehrfurcht vor der Freiheit entsteht und der Bundesrat sich daran erinnert, dass es sich nicht nur um ein Bekenntnis der Demokratie auf dem Gebiete der Sprache handeln soll, sondern dass dies auf andern Gebieten ebenso stark zum Ausdruck kommen muss; denn unsere Demokratie ist nicht nur auf dem Gebiete der Sprache bedroht, sondern ebenso sehr auf dem Gebiete der Kultur und der Wirtschaft. Die Demokratie ist unvereinbar mit allen jenen Strömungen, die in der Richtung der Gleichschaltung gehen. Wir stimmen also der Vorlage zu, weil wir in ihr einen Fortschritt erkennen und glauben, dass sie ein schönes Bekenntnis zur Demokratie, so wie wir sie verstehen, darstellt.

Walter-Olten: Nie habe ich eine Vorlage zu einem Bundesbeschluss mit grösserer Freude begrüsst als jene, durch die das Rätoromanische zur vierten Nationalsprache erhoben werden soll.

Mit grösster Genugtuung stelle ich gleichzeitig fest, dass die Befürworter der Totalrevision der Bundesverfassung bereits im Jahre 1935 die nämliche Forderung erhoben haben.

Der Art. 6 unseres Verfassungsentwurfes, den wir damals der Öffentlichkeit übergaben, bestimmte: „Das Deutsche, das Französische, das Italienische und das Rätoromanische sind die Nationalsprachen der Schweiz“. Der hohe Bundesrat hat für den neuen Bundesbeschluss den genau gleichen Text gewählt.

Die frühern und die heutige Bundesverfassung sind an der Existenz des rätoromanischen Volkstammes, an seiner Sprache und Kultur achtlos vorübergegangen. Sie sprachen und sprechen überheblich von den drei Hauptsprachen und den drei Hauptstämmen des Landes: dem Deutschen, dem Französischen und dem Italienischen. Die rätoromanischen Eidgenossen degradierte man damit sprachlich zu einer bedeutungslosen Nebenangelegenheit.

Wähnte man, dass nur die Zahl gelte, die Quantität, der hohe Nenner? Oder kannte man am Ende das kleine, freie, aber kernhafte und prächtige romanische Völklein in Altfryriätien gar nicht, so wie man jahrhundertlang im grossen germanischen Reich den mitten im Herzen der uralpreussischen Mark Brandenburg sitzenden halbslavischen prächtigen Völkerstamm der Wenden vergass? Es war auf alle Fälle keine besonders feinnervige, konstruktiv denkende Staatskunst, die diese Tafeln unseres Grundgesetzes schrieb.

Ich habe aber einen ganz besondern Grund, die eidgenössische Anerkennung des Rätoromanischen als Nationalsprache zu feiern. Sass ich doch seinerzeit jahrelang zu Füssen wohl des gewaltigsten Vertreters rätoromanischer Kultur und Sprache, des Löwen von Truns, des letzten Universalhisto-

riker auf dem Katheder: des im Jahre 1917 verstorbenen Dr. Kaspar Decurtins!

Dieser Universalgeist zeichnete uns das Kulturbild der Renaissance temperamentvoller, als Jakob Burckhardt und Henri Thode es vermochten. Er schilderte uns, überreiches historisches Material mit souveräner Gebärde meisternd, in gewaltigen Bildern die Geschichte der grossen französischen Revolution kraftvoller als Thiers oder Taine es getan. — Und er entwarf, auf eigenes Miterleben und genaueste Kenntnis aller sozialen und sozialistischen Literatur gestützt, uns die Geschichte der westeuropäischen Arbeiterbewegung bis hinauf zu jenem ewig denkwürdigen internationalen Arbeiterkongress im August 1897 in Zürich, der zum ersten und letzten Male die Vertreter aller sozial kämpfenden Richtungen zu einem europäischen Arbeiterparlament vereinigte und an dem Decurtins und Bebel die gewaltigen Schlussreden hielten.

Nie aber brannte der Löwe von Truns mit dem Feuerkopf und der Lockenmähne darüber in glutvoller Begeisterung auf, als wenn er von der Kultur, vom Geist und Wesen und der Sprache seines rätoromanischen Volkes erzählte.

Dann pries er seine Sprache als ein selten köstlich Gut, die als älteste aller lebenden Sprachen ganz besonderer Pflege, ganz besondern Schutzes und ganz besonderer Unterstützung wert und würdig sei. Dann feierte er die Sprache der Rätoromanen als ein Juwel der Schweiz, die nur Helvetien eigen, während das Deutsche, das Französische und das Italienische in manchem grossen Reich und manchem kleinen Ländlein auch gesprochen werde. Dann erhob er endlich diese rätoromanische Sprache zur eigentlichen Sprache der Freiheit und in einem Brief, den er mir wenige Wochen vor seinem Tode schrieb, stehen die klassischen Worte: „Wo immer auch die Sprache der Rätoromanen erklingt, immer wehen dort kraftvoll und unbesieglich die Fahnen der Freiheit!“

Und da nun Decurtins Kultur und Sprache der Rätoromanen im Herzen brannte wie nichts anderes auf der Welt, darum ging er hin und schrieb seine glänzenden Aufsätze in Dietrich Jeklins Heften: „Volkstümliches aus Graubünden“ und in Gröbers „Zeitschrift für romanische Philologie“ und schuf vor allem das elfbändige Monumentalwerk: „Die rätoromanische Chrestomathie“, die er mit Unterstützung des schweizerischen Bundesrates herausgab, und die für die rätoromanische Kultur alles das bedeutet, was Lönntrot für die Finnen, Vuk Karadgitsch für die Serben, Arnim Brentano für das deutsche Volkslied. In mühevoller Kleinarbeit in Bibliotheken, meist aber in den verlorensten Tälern Bündens von Haus zu Haus wandernd, in den Dachkammern stöbernd, aus dem Erinnerungsschatz alter Bauern und Spinnerinnen schöpfend, ist Band um Band seines Riesenwerkes herausgewachsen.

Wenn die eidgenössischen Räte und wenn das Schweizervolk die Anerkennung des Rätoromanischen als vierte Nationalsprache hoffentlich einhellig aussprechen und billigen werden, dann werden sie damit in der schönsten Art und Weise die Lebensarbeit und das Lebensziel eines Kaspar Decurtins und all seiner grossen und kleinen Mit-

streiter für die rätoromanische Kultur und Sprache wirklich und wahrhaftig segnen.

Die eidgenössische Anerkennung des Rätoromanischen als vierte Landessprache bedeutet aber auch eine Ehrung des rätoromanischen Volkes, die schon lange fällig war. Als Kulturstaat besteht die Schweiz nur in der völligen Rechtsgleichheit und der kulturellen Selbständigkeit ihrer Volksstämme oder sie besteht nicht. Auch der leiseste Schein ungleicher oder minderer Rechtsbehandlung muss vermieden werden.

Diese unbedingte Achtung der ethischen und moralischen Besonderheiten der schweizerischen Völkerschaften, nicht aber falsch verstandener Kantönlicheit, bildet die Struktur des schweizerischen Föderalismus, und nur diese föderative Schweiz garantiert uns auch unsere staatliche und politische Freiheit, eine Freiheit, die in den düstern Tagen dieser Zeit wahrhaftig nur noch einsam auf den Bergen unserer Heimat horstet.

Hier gestatten Sie mir eine Zwischenbemerkung, die durch einen Vorfall in der gestrigen Abend-sitzung veranlasst und nötig wurde. Die Schweizerfreiheit ist bei Gott ein hohes Gut und jeder Bürger unseres Landes sollte stolz sein, sich unter dem Schutz der rotweissen eidgenössischen Flagge dieser Freiheit würdig zu zeigen. Wenn aber nun ein Mitglied des Nationalrates hingeht, wie das gestern der Kommunist Bodenmann aus Zürich getan hat und diese Freiheit missbraucht, sich einen Blumenstrauß, geschmückt mit den Farben einer ausländischen Macht, aufs Pult stellen zu lassen, hier mitten im Rat der schweizerischen Nation, dann verrät das eine Würdelosigkeit sondergleichen und bedeutet eine Provokation nicht bloss des Rates, sondern des ganzen Landes, die nicht energisch genug zurückgewiesen werden kann. (Beifall.)

Wohl mag in den gleichartigen Volksgliederungen der rassestarken und rassestolzen Nationalstaaten, wie etwa in Deutschland oder im römischen, im italienischen Imperium, eine zusammengeballte Wucht liegen, die imponieren muss und imponieren kann. Aber die genialere, die grosszügigere und ethisch höhere Staatsidee stellt doch unzweifelhaft die Idee des Kulturstaates dar, wie gerade die Schweiz sie verkörpert, jenes Staates nämlich in dem verschiedene Völkerschaften auf gemeinsamer Not zu gemeinsamer Wehr zusammenwachsen friedlich miteinander leben, einander achten und helfen und damit der Welt das Beispiel einer kleinen Völkerfamilie geben, so wie auch die staatliche Gemeinschaft der grossen Völker sich gestalten sollte.

In diesem Sinne mit Herrn Dr. Schmid einig, bedeutet die Idee des Kulturstaates aus sich selbst heraus und in ihren logischen Folgerungen die unbedingte Ablehnung und Negierung jenes Rassenwahnes und Rassendünkels, der heute das Angesicht Europas verwüstet und der zu einer Zuchtrute Gottes geworden ist, unter der die Welt in Trümmer zu gehen droht. Helvetisch froh besonnen und überlegen blitzt dagegen von der Stirnseite eines alten Landhauses im Freiburgerland die in Jahrhunderten politischer Geschichte gereifte köstliche Weisheit, die ich einmal gelesen habe: „Ob deutsch, ob welsch, c'est tout égal; le même soleil scheint überall!“

Ich stelle fest: die eidgenössische Anerkennung des Rätoromanischen als vierte Nationalsprache stellt in weit sichtbarer Art und Weise den Willen der Eidgenossenschaft dar, die bisherige politische Freiheit und föderative Richtung des Landes festzuhalten und jede politische Gleichschaltung, komme sie woher sie wolle, abzulehnen und zu bekämpfen. Damit wächst diese Anerkennung über den Rahmen einer blossen Geste, einer bloss symbolischen Handlung weit hinaus. Selbstverständlich ist, dass der Bund dieser rechtlichen und ideellen Anerkennung auch vermehrte Mittel zur Förderung der romanischen Kulturgüter folgen lassen muss, und er wird das ohne Zweifel tun.

Ich schliesse mit den Versen, mit denen der Luzerner Dichter Fridolin Hofer, einer unserer allerbesten und feinsten Lyriker, in unvergänglicher Art und Weise den tiefsten Sinn unserer Heimat umschrieben hat. Das Gedicht lautet: „Die Schweiz“:

„Vier Stämme, verwachsen zu einem Stamm,
Hoch wipfelüberragt.
Der Baum will frei sich vollenden.
Da soll ihn ein Gottloser schänden,
Wenn's einer wagt.“

Und ob er auch sechs Jahrhunderte zählt,
Von Jungholz schwillt sein Geäst.
Und ob er von Stürmen unwittert
Auch manchmal gebangt und gezittert,
Der Baum, der Baum steht fest.“

Schmutz: Es war in der Mobilisationszeit, der Zeit des Aktivdienstes. Ein kleines Detachement Berner kommt in den Kanton Graubünden, 8 oder 9 Mann. Der Dienst bietet vielfach Gelegenheit, Land und Leute kennen zu lernen. Es war an einem wunderbaren Februarmorgen. Die aufgehende Sonne verklärt die schneebedeckten Gipfel der Berge, ein Leuchten, eine Pracht, die einem das Herz weit und die Seele froh macht. Wie sagt Jeremias Gott-helf: ein Sonntagmorgen brach an, hell, klar, wunderschön. So muss es Conrad Ferdinand Meyer gesehen haben, droben im Bündnerland, als er die Worte fand zu seinem Lied vom Firnelicht, vom grossen stillen Leuchten. Ein Kamerad und ich fuhren mit der Albulabahn ins Engadin, weiteres Ziel Alp Grüm oben im Puschlav. In den Höhengenden türmten sich Schneemauern beid-seitig der Bahn bis auf Fensterhöhe. Von Reichenau an fuhr mit uns eine Gruppe Landsturmsappeure, Bündner, Rätoromanen. Frohgestimmt suchten wir ihre Kameradschaft. Ich fragte den sie füh-renden Unteroffizier: Können die Mannen singen? „Ob sie singen können und wie! Man meint einen geschulten Männerchor vor sich zu haben. Ob sie singen mögen? Wir haben eine Brücke gebaut droben im Bündner Oberland, die Gemeinde hat uns ein Aufrichtefest gegeben; sie haben etwas viel gesungen, die Mannen, gestern abend und heute nacht.“ In Thusis ein kurzer Halt, ein paar Fla-schen alter Veltliner, wir stossen an auf gute Ka-meradschaft und gute Gesundheit. Es war nicht viel nötig, die Mannen, die dem kargen Boden ihrer Heimat ihren Lebensunterhalt abringen, die in ihrem andern Beruf Balken an Balken fügen auf schwankem Gerüst, oft über schäumenden Wassern,

bis zum fertigen Werk, die ertragen auch eine Festnacht. Und dann haben sie gesungen, deutsche und besonders romanische Lieder. Romanisch: Muttersprache von über 40000 Bündnern; romanisches Lied: Wohlklang, Harmonie, nicht nur in der Melodie, sondern auch in den Worten, in der Sprache. Romanische Dichtung und romanisches Lied haben viel dazu beigetragen, dass die Sprache bis auf den heutigen Tag erhalten geblieben ist. Romanische Dichtung ist in reichem Masse im rätoromanischen Volk vorhanden. Es schreibt der Dichter Simon Caratsch in seinem: *Ils Poets engiadinais*, ins Deutsche übersetzt: Ist's die Luft der Engadiner, ist's vielleicht der Gletscherwind, sind's die Weine der Veltliner, dass so viele Dichter sind; Dichter gross und Dichter klein, die so haufenweis gedeih'n.

Ueber das romanische Lied schreibt der Verfasser im Buch „Im Land der Rätoromanen“ folgendes: „Es ist das Lied, das aus dem tiefen Herzen romanisch klingt, stark wie ein Römerschwert, dann weich und zart und eines Ovid wert, wie er einst sang am Pontus seine Schmerzen. Das walte Gott, dass dieses Lied nie werde ein Altertum, versteint, verwahrt im Schrein. O du romanisch Lied am jungen Rhein, nicht sterben darfst Du auf der Heimaterde.“

Und das Echo aus dem Engadin:

Auch wir am „andern Wasser“ von hoch droben,
Wo zwischen Süd und Nord Bernina ragt
Zur Brücke, die Fahrwohl dem Inne sagt,
Romanisch Lied, die Treue dir geloben.

Was hat es für eine Bewandnis mit der romanischen Sprache? Im Jahre 15 vor Christi Geburt sind die Römer unter Tiberius und Drusus nach Rätien gezogen und haben das Land erobert, und dann hat sich ihre Sprache, das sogenannte Vulgärlatein, vermischt mit vorrätischen und keltischen Sprachelementen, und daraus hat sich die heutige rätoromanische Sprache herausgebildet.

Es schreibt Pater Maurus Carnot aus dem Kloster Disentis in seinem Buche „Im Lande der Rätoromanen“: „Dasselbe (das Rätoromanische) war so stark geworden, so von den Bergschanzen geschützt, dass die späteren Herren über Rätien, die Franken und Alemannen, wohl ihren Nacken etwas beugen, aber die Seele und ihren Atem, die einmal gewordene Volkssprache nicht mehr zu ersticken vermochten.“ Allerdings musste sie sich, gedrängt von den modernen Sprachen und vom modernen Verkehr, in die heutige Zitadelle zurückziehen, währenddem sie vorher Volkssprache in viel weiteren Gegenden gewesen war, und nicht mit Unrecht schreibt deshalb der romanische Dichter Gion Cadieli, dass viele die romanische Sprache, dies so teure, das köstliche Erbgut aus der Väter Zeit, gerne aussterben sehen würden und viele ihr Treue und Dankbarkeit nicht mehr halten:

O viarva romontscha, o viarva schi cara,
Ti ierta custeivla de nos perdavons
Cons lessen tei ver bein gleiti en bara,
Perfids e malengrazieivels affons.

Es wird behauptet, das Rätoromanische sei nur ein italienischer Dialekt. Wenn behauptet würde, alle romanische Sprachen seien lateinische Dialekte, dann könnte man es vielleicht gelten

lassen. Aber es ist nicht richtig, dass nur das Rätoromanische als ein italienischer Dialekt bezeichnet wird. Da müssten mit gleichem Recht alle romanischen Sprachen, Französisch, Spanisch, Portugiesisch, als Dialekte der dem Lateinischen am ähnlichsten gebliebenen italienischen Sprache bezeichnet werden. Die romanische Sprache hat das vor den andern voraus, dass sie viele Besonderheiten aufweist, man darf vielleicht sogar sagen, viele sprachliche Ungesetzmässigkeiten, die ihr den Charakter einer ganz besondern Sprache geben, Eigenheiten, die ja nur der Sprachforscher zu erklären vermag. Tatsache ist, dass die Rätoromanen auf wunderbare Weise fremde Sprachelemente geschliffen und in ihre Sprache eingefügt haben. Es ist fast ein Wunder, dass im Zeitalter des modernen Verkehrs, des seit Jahrzehnten durch die Bündner Täler flutenden Fremdenstroms, die Sprache bis heute erhalten geblieben ist. Hauptbedingung ist natürlich, dass die einheimische Bevölkerung selbst treu an ihr festhält. Aber nirgends ist wohl die Liebe zum ererbten Idiom so stark und so lebendig, wie in den romanischen Bergen und Tälern Graubündens.

Vor ein paar Jahren, an einem Abend, spazierte ich in Andeer durch die Dorfstrasse und trat in eine kleine Dorfwirtschaft ein. Meine Freunde von der Bauernpartei meinen wohl, das brauche ich nicht zu sagen, das sei bei mir eine Selbstverständlichkeit. An einem Tische sitzen ein paar Bündner. Ueber was unterhalten sie sich? Das war vor einigen Jahren, als diese Frage noch nicht so akut war: über die romanische Sprache. Sie vergleichen Wörter der verschiedenen Idiome, beschäftigten sich, wie gesagt, mit ihrer Sprache. Das ist ein kleiner Beweis, wie interessant und bedeutsam ihnen ihre Sprache ist.

Ein Markstein in der Geschichte der romanischen Sprache war das Jahr 847, als der Erzbischof von Mainz, der Benediktiner Rhabanus Maurus, dem das Bistum Chur unterstellt war, eine Verfügung erliess, wonach der Unterricht in Schule und Kirche in der Sprache des Volkes gegeben werden müsse. Er wusste, dass man Seele und Sprache nicht ohne Rohheit voneinander trennen kann und hatte Verständnis dafür, dass auch der Unterricht gedeihlicher sei, wenn er dem Volke in seiner Muttersprache gegeben wird.

Im 16. Jahrhundert begründete Gian Travers das ladinische Schrifttum und später schrieb der berühmte Alpinist, Historiker, Dichter und Stifterherr von Disentis, Pater Placidus à Spescha eine lateinisch-romanische Grammatik.

So wurde die rätoromanische Sprache geformt, veredelt, ihr Bestand gesichert. Wenn die Frage gestellt wird, ob es richtig sei, dass das Rätoromanische als vierte Landessprache bezeichnet wird, so darf dabei nicht das Zahlenmässige den Ausschlag geben, sondern es gilt der allgemeine Grundsatz, dass eine Sprache ihr Daseinsrecht durch eine originale, ihr und dem Land entsprechende Literatur beweisen kann. Das ist beim Rätoromanischen in sehr hohem Masse der Fall. Dichterwerke sind entstanden, die den besten der Weltliteratur an die Seite gestellt werden können und vielleicht mehr, als im Verhältnis zur Ausdehnung in anderen Sprachen vorhanden sind.

Es ist unmöglich, im Rahmen eines Votums alle aufzuzählen, die mitgeholfen haben, die rätoromanische Sprache zu veredeln, zu bereichern und ihr in Literatur und Dichtung bleibende Denkmäler zu errichten. Vor allem muss erwähnt werden das Riesenwerk der Chrestomathie des Hochschulprofessors und Nationalrates Decurtius, vollendet durch den Romanen Christian Caminada, das über 7400 Seiten umfasst. Dann möchte ich an Dichtern vorab erwähnen Giachen Caspar Muoth, den grössten Dichter der Surselva, dann Gian Fadri Caderas, zwei Tuor zu Anton Vieli und Castelberg und Palliopi, die beiden Nay's und viele viele andere, deren Namen genannt zu werden verdienten. Nicht vergessen wollen wir auch Stiafen Gabriel, dann Conradin von Flugi (1787–1874), Fortunatus von Sprecher und diejenigen, die wir selbst noch gekannt haben oder noch kennen. Ich möchte den verstorbenen Gian Bundi erwähnen; ich hatte die Freude, ihn noch kurz vor seinem Tode als Gast bei mir zu haben, und dann den bedeutendsten gegenwärtig lebenden romanischen Dichter Peider Lansel. Drei Namen möchte ich noch erwähnen, den einfachen Pfarrer von Andest, Florin Camathias, der neben vielen Dichtungen auch das Festspiel für die Fünfhundertfeier der Gründung des Grauen Bundes (1424–1924) geschaffen hat. Ich habe einen seiner Christenleherschüler gekannt, der an leitender Stellung in Bern tätig war, und ich weiss, dass derselbe rätoromanische Kultur und Sprache im Ausland und in andern Kantonen, veranlasst zum Teil durch seinen Lehrer in der Christenlehre, immer hochgehalten und geehrt hat. Dann möchte ich — damit das Gleichgewicht erhalten bleibe — ich möchte es auch nicht mit den Damen der rätoromanischen Gegenden verderben — auch noch zwei Dichterinnen erwähnen, eine vom Engadin, nämlich Clementina Gilly, genannt Clio, und die Sursilvanerin Ludovica Lumbris, ferner den früh verstorbenen Anton Huonder, der dem Volke der Surselva sein preisgekröntes, kraftvolles Nationallied gegeben hat: „Zu Truns unter dem Ahornbaum, hielten unsere Väter weisen Rat, einig, stark, entschlossen fest zur Tat“. Romanisch heisst es:

A Truns sut igl ischi,
nos babs ein serimnei,
Da cor ein els uni,
cun forza tuts armai.

Und dann noch den prachtvollen Schlussvers:

„Nies ferm e liber maun
Mo alla libertad
Nies cor, nies liber saung
Alla fraternitad
Gni sut gl'ischi, Grischuns,
Nos babs lein honorar,
Da forza cun canzuns
La Ligia Grisch'alzar.

Anton Huonder ist mir deswegen sehr sympathisch, weil er auch zwei kräftige Bauernlieder geschaffen hat, nämlich: „Der freie Bauer“ und „Der Sursilvaner Bauer“:

Il pur suveran
und

Il pur sursilvan.

Seine dankbaren Mitbürger haben ihm an historischer Stätte, beim Ahorn und der St. Anna-

kapelle zu Truns, neben Decurtius und Giachen Caspar Muoth, ein Ehrendenkmal gesetzt.

Im Engadin hat der frühere Bundesrichter Andrea Bezzola, als er Abschied nehmen musste von seiner Heimat, um nach Lausanne zu ziehen zur Erfüllung seiner neuen Pflichten, dem Engadin ein Lied geschenkt, das auch Gemeingut des Engadinervolkes geworden ist, und in dem er in rührender Weise vom Engadin Abschied nimmt, von den klaren Bächen und Flüssen, von den grünen Tälern und blauen Seen. Es lautet:

„Ma bella val, mi Engiadina,
Adieu, sta bain, a bun ans vair!
Adieu, allegra Giuventüna,
Vus chars compagns da tant plaschair.
Adieu, vus flüms e clers auals,
Adieu, blovs lais e verdas vals.“

Damit hat er seinem Tal ein Lied geschenkt, das heute noch bei seinem ganzen Volke in Ehren steht. Die romanische Sprache hat einen grossen Reichtum z. B. auch an Sprichwörtern, an Märchen und Sagen. Zwei Sprichwörter möchte ich herausgreifen, weil ich an ihnen spezielle Freude gehabt habe. Graubünden ist ja das Land der Jäger, das Land, wo einer der grössten Nimrode, Colani, der König der Bernina gelebt hat, und das überhaupt das Eldorado der Jäger ist. Die anwesenden Herren Jäger sind natürlich dann ausgenommen. Das eine Sprichwort heisst: „Chi va a chatscha, svantscha,“ d. h. „Wer auf die Jagd geht, der faset.“

Beim andern habe ich unwillkürlich an die Herren vom Bundesrat denken müssen, die ja auch vielen Leuten alles „lätz“ machen, die ja, sie werden es sicher selbst zugeben, gelegentlich einmal irren können. „Scha'ls scorts nu's fallessan, schi'ls nars as desparessan“, was auf deutsch heisst:

„Wenn die Gescheiten niemals irren würden, dann müssten ja die Narren verzweifeln.“

Sprache und Heimatliebe der Rätromanen sind unzertrennlich. Immer kehren Auswärtige in gesunden und kranken Tagen gerne wieder in ihre Heimat zurück. So sagt Giachen Caspar Muoth in einem seiner Gedichte, wie der Ritter Gieri von Frundsberg, in der Schlacht von Bicocca in Italien schwer verwundet seinem Knappen befahl, ihn auf die Schultern zu nehmen und über die Berge zu tragen nach seinem Schloss Ruschein, in der Ueberzeugung, dass er dort, in der Atmosphäre seiner Heimat und umgeben vom Erdgeruch des heimatlichen Bodens und der heimatlichen Sprache am ehesten wieder Gesundheit erlangen könne. Das kommt auch zum Ausdruck im zitierten Gedicht von Andrea Bezzola, wo er sagt:

„Tü m'has levà mal e dolor,
O bella val, o bun dottor.“

was auf deutsch heisst:

„Du hast mir weggenommen Uebel und Schmerz,
o schönes Tal, o guter Arzt.“

Daraus ersieht man den Glauben, dass die Heimat sogar dem Leidenden die Gesundheit wieder geben könne. Nicht unerwähnt soll bleiben, dass aus der grossen geistlichen und geistigen Zentrale des Bündner Oberlandes heraus und durch sie, aus dem Kloster Disentis, viel zur Förderung romanischer Kultur und Sprache getan wurde. So gründet Basil Berther eine romanische Bibliothek,

eine von den dreien, die existieren, nämlich je eine in Disentis, in Chur und — in Berlin.

Die Lia rumantscha (Gründer Giachen Conrad) mit ihren wohl 6000 Mitgliedern macht sich die Pflege und Förderung romanischer Kultur und Sprache zur Aufgabe.

Noch einiges: Wenn damals, zur Zeit des grossen Krieges, die Sympathien der deutsch- und französisch-sprechenden Schweizer vielleicht doch etwas parallel liefen mit der gemeinsamen Sprache in den kriegführenden Ländern, so war das nicht so bei den Rätoromanen. Wenn man einen Rätoromanen fragte: Auf welcher Seite sind Eure Sympathien, beim Nachbar im Süden, so erhielt man ein bestimmtes und kategorisches Nein zur Antwort; ebenso tönte es, wenn man nach der andern Richtung fragte. Also Neutralität wohl nicht aus Berechnung, sondern aus innerster Ueberzeugung, echtes, senkrecht, wahres, wertvolles Schweizertum, das zum Teil begründet ist in der eigenen besonderen Sprache.

Die Bestrebungen der Rätoromanen, des Bündnervolkes, zur Erhaltung ihrer Sprache, dieses Kleinodes schweizerischer Sprachkultur, verdienen alle Unterstützung. Soviel Seltenes, soviel Schönes in Sprache, Dichtung und Lied darf nicht untergehen; es müsste aber verlorengehen, wenn die Sprache aufhört, Volkssprache zu sein. In ihrer Erhaltung liegt ein Stück vornehmster geistiger Landesverteidigung.

Es ist auch die Reise unserer Kommission erwähnt worden. Was diese zu einem Erlebnis werden liess, ist nicht nur die schöne Gegend und was uns alles geboten wurde, sondern im überall schlichten, aber ganz eigenen herzwarmen Empfang, durch den Einblick, der uns unter kundiger Führung gewährt worden ist in Museen und Sammlungen, in die Wohnkultur des Bauernhauses wie des vornehmen Landhauses und indem man uns die prachtvollen rätoromanischen Gesänge hören liess, konnten wir einen Blick tun in das Heiligtum der Seele des rätoromanischen Volkes. Was uns Schweizer untrennbar zusammenfasst, sind nicht nur wirtschaftliche oder politische Ueberlegungen, sondern das ist die Tatsache, dass ein Volksteil sich hineinfinden kann in die innersten Regungen der Seele des andern Volksteiles, wir in der deutschen Schweiz in jene der französisch und italienisch Sprechenden und umgekehrt, und die Protestanten in die Seele unserer katholischen Miteidgenossen, und dass wir heute alle die Regungen der rätoromanischen Volksseele mitempfunden und dementsprechend zu handeln und zu entscheiden vermögen. Und dann im harmonischen Zusammenklängen der vier Landessprachen mit allen ihren Idiomen unser aller Seelen schwingen und beben für ein grosses, gemeinsames, politisches Ziel, die Ehre und Unabhängigkeit unseres Landes zu schützen und zu erhalten. So wollen wir heute einmütig den Beschluss fassen, es sei dem rätoromanischen Volk und seiner Sprache die Ehre zu erweisen, dass dieselbe in der Verfassung neben der deutschen, neben der französischen und italienischen Sprache als Sprache der Nation bezeichnet werde. Das ist diejenige moralische Stützung, die sie zu ihrem Weiterbestand nötig hat. Und dann soll der Tag und die Zeit dieses einmütigen Beschlusses das sein

für das rätoromanische Volk, für seine Kultur und seine Sprache, mit Auswirkungen in alle Zukunft, was Inhalt ist vom rätoromanischen Gruss und Gegengruss in den Gegenden der Surselva, „un bien di, un bien onn“. (Beifall.)

Bossi-Chur: Der heutige Tag erinnert lebhaft an eine ähnliche Diskussion, die im Jahre 1920 im Nationalrat stattgefunden hat. Damals handelte es sich darum, eine kleine Subvention für die Förderung der romanischen Sprache zu geben. Die Lia romantscha hatte Fr. 10 000.— gewünscht, Bundesrat und Finanzkommission hatten nur Fr. 2000.— offeriert. Da haben mein Freund Vonmoos und ich für Fr. 10 000.— plädiert und im Zusammenhang damit über Inhalt und Geschichte der romanischen Sprache und Kultur gesprochen. Herr Bundesrat Chuard hat am Schluss erklärt, nachdem er gesehen habe, wie die Rätoromanen so eng verflochten seien mit ihrer schönen Muttersprache, habe er nicht mehr den Mut, den Antrag des Bundesrates aufrechtzuerhalten. Es wurde dann einstimmig aus Sympathie für die romanische Sprache ein Betrag von Fr. 10 000 beschlossen. Was sich heute vollzieht, nämlich die Beschlussfassung über die Erhebung der romanischen Sprache zur Landessprache, ist gewissermassen die Krönung all der Bestrebungen, die schon seit Jahrzehnten vorangegangen sind, angefangen von einem Nationalrat Decurtins, dessen Wirksamkeit Herr Otto Walter so schön geschildert hat, von Kaspar Muoth, Peider Lansel und den vielen anderen Schriftstellern und Förderern unserer Sprache. Ich bin glücklich, Ihnen in diesem Moment in Gesellschaft des verehrten Herrn Regierungsrat Ganzoni und des Herrn Gieré, die ebenfalls viel für die romanische Sprache getan haben, unsern rätoromanischen Dichter Peider Lansel auf der Tribüne vorstellen zu können. Ich möchte ihm im Namen des rätoromanischen Volkes und des ganzen Schweizervolkes, einen herzlichen Gruss entbieten und danken für alles, was er für die schöne rätoromanische Sprache getan hat. Ich verbinde damit als Rätoromane auch einen besonderen Dank an den Bundesrat, namentlich an Herrn Bundesrat Etter, an die Kommission, an die Referenten und alle diejenigen, die heute so freundlich über unsere Sprache gesprochen und die auch eine gewisse Sachkenntnis über diese Frage an den Tag gelegt haben. Man möchte meinen, dass z. B. Herr Schmutz bereits einen rätoromanischen Kurs genommen hätte, da er geläufig und mit Eleganz rätoromanische Poesien zitiert! Sie wissen, dass es sich um die Rettung einer mehr als tausendjährigen Sprache und Kultur handelt, indem die Romanisierung von alt Fry Rhätien eigentlich schon im Jahre 15 n. Chr. unter Kaiser Augustus begonnen und in den späteren Jahrhunderten zur Bildung der romanischen Sprache geführt hat. Für jeden Bündner, gleichviel welcher Sprache, ist die romanische Sprache ein unveräusserliches geistiges Gut der rätschen Heimat. Wir haben jetzt die Gewissheit, dass auch unsere Miteidgenossen die romanische Kultur und Tradition als einen wertvollen geistigen Faktor im Schweizerland schützen und schätzen wollen. Es ist u. a. hier auch schon angedeutet worden, dass vom Süden

her einige für uns unangenehme Vorstösse gemacht worden sind, um in tatsachenwidriger Weise die romanische Sprache zu einem italienischen Dialekt zu konstruieren. Allein es sind wohl nur vereinzelte irredentische Hetzer, die diese Versuche gemacht haben. An der Spitze des italienischen Volkes denkt man denn doch etwas anders und es scheinen nach dieser Richtung gewisse Zusicherungen gegeben worden zu sein, nachdem von Seite des Politischen Departementes in Rom durch unsere Gesandtschaft Vorstellungen gemacht worden sind. Daneben wollen wir aber doch auch dankbar anerkennen, dass z. B. ein Ascoli, einer der ersten italienischen Philologen, schon in den Achtziger Jahren in einem umfangreichen Werk festgestellt hat, dass die romanische Sprache kein lombardischer Dialekt, sondern eine selbständige Sprache sei, und auch in letzter Zeit hat der berühmte Prof. Bertoni in Rom das gleiche festgestellt. Ich glaube übrigens, dass gerade die Aufnahme der romanischen Sprache als vierte Landessprache in der Verfassung am besten geeignet ist, ein für allemal diesen Versuchen entgegenzutreten.

Sie haben bereits gestern aus dem beredten Munde meines Freundes Vonmoos die kräftigen romanischen Laute des Oberlandes und die milden weichen Laute des Engadins gehört und Herr Nationalrat Condrau, der in verdienstvoller Weise vor einiger Zeit eine Interpellation eingereicht hat, wird am Schlusse der Diskussion auch noch ein paar Worte zu Ihnen sprechen und speziell auch das Oberländer-Romanisch wiedergeben.

Zwischen diesen beiden Gewalthaufen der rätoromanischen Sprache, zwischen Oberland und Engadin sind noch zwei andere Täler, das Albulatal und das Oberhalbstein. Auch diese Täler haben eine selbständige romanische Sprache mit Literatur, eine Sprache, die sich allerdings mehr an das Engadiner-Romanisch anlehnt. Das Oberhalbstein war es übrigens, das den rätoromanischen Nationalhelden von Graubünden, Benedikt Fontana, dem Bündnervolk und damit auch dem Schweizervolk geschenkt hat, den Nationalhelden Benedikt Fontana, der am 22. Mai 1499 an der Calven unser Heer zum Sieg gegenüber einer doppelten Uebermacht der Oesterreicher geführt hat und der sterbend die Worte ausgerufen hat: „Frestgiamagntg anavant igls mes mats, Ja sung angal egn omt Oz las lias u mai ple!

Nun hat man mir aus meiner engeren Heimat den Wunsch nahegelegt, an diesem für uns Romanen denkwürdigen und einzigartigen Tag in der Bundesversammlung Sie auch mit dem sonoren Oberhalbsteiner-Romanisch vertraut zu machen. Ich tue dies gern, indem ich Ihnen einige Strophen bekannt gebe, die unser unvergesslicher Dichter Andreas Steier aus dem Oberhalbstein in tief empfunder Weise über die Muttersprache gedichtet hat:

Lungatg matern.

Bel lungatg de mia mamma,
Cler, sonor rumantsch Surmeir;
Mies chito e mia brama
Less tè mai Nascher sflureir.
Resuno ast sper mi tgigna,
Curtgi mamma m'ò nino
E la tatta sper la pigna
Belas storgias rachinto.

Cun premura e legreia
Ast musso a carezzar
Nossa patria e si Leia
An canzungs de venerar.
Per carezza delectonta
M'ast surdo igl pled e med;
La legreia inflammonta
M'ast randi' cuntaint e led.
Harmuneia la pi bela
Am pareva de sunar,
An santond la mi favela
Mies unfants a ruschanar.
Sé Rumantsch! Cun spirt e pòssa
Agl rumantsch dò pled e fatg.
Dalla tgigna alla fòssa
Tigna ot igl ties lungatg!

(Beifall.)

Zeli: Non ho l'abitudine di abusare della parola. Ho dietro di me qualche lustro di attività politica e di discorsi ne ho forse già pronunciati anche troppi. Se prendo la parola in quest'occasione, lo faccio per compiere un mio preciso dovere, perchè la nostra festa, la nostra celebrazione della lingua romancia, la celebrazione della nostra unità nazionale non sarebbe oggi completa in questo nostro Consiglio nazionale, se al coro di tutte le voci che finora si sono pronunciate calorosamente per il riconoscimento di questa quarta lingua nazionale, mancasse la voce del Ticino italiano.

Egredi colleghi, ho avuto il piacere, quale membro della commissione, di seguire tutto il lavoro da essa svolto. Non voglio fare dell'ironia quando parlo di tutto il lavoro della commissione, le due giornate sono state effettivamente pesanti per, direi quasi, gli eccessi di cortesia dei quali siamo stati colmati dai cari amici del Canton Grigioni. Pesanti anche per altre cose che non è opportuno ricordare qui. A noi hanno lasciato una ottima impressione perchè, pur conoscendo già le caratteristiche di questa coltura, abbiamo avuto occasione di visitarne i suoi centri. Abbiamo ammirato a Coira le prime pubblicazioni uscite in romancio, abbiamo visitato Zuoz, il centro della coltura romancia dell'Engadina, a S. Moritz il museo, abbiamo visitato a Truns il sacro recinto. Non esiste più il vecchio acero, è un'altro giovane, molto vigoroso che sorge adesso là, ma ivi abbiamo ammirato, apprezzato tutti gli sforzi che i romanci hanno fatto per la difesa della loro lingua e della loro coltura; ed infine siamo saliti a Disentis. In questo nostro pellegrinaggio, la nostra commozione non era determinata dal Valtellina, ma dall'ammirazione per gli sforzi enormi compiuti dalla piccola minoranza che ha saputo difendere finora la sua lingua e difendere così le sue caratteristiche. Bisogna appartenere ad una minoranza, come apparteniamo noi, per sentire cosa costi conservarsi un posticino al sole, anche quando coloro che ci accordano questo posticino, sono animati dalle migliori disposizioni. Ci sono situazioni che non si riesce mai a comprendere, che devono essere spiegate giorno per giorno con una lotta continua, altrimenti è la morte che attende le minoranze, anche in uno Stato dove la giustizia, possiamo dire, regna sovrana come nella Confederazione Svizzera.

Chi ha saputo gli sforzi che questa piccola minoranza ha fatto per la difesa della sua lingua, per la difesa delle sue istituzioni, non può che ammirarli, e chi appartiene pure ad una minoranza può comprenderli meglio di ogni altro. Noi, svizzeri italiani, non abbiamo terminato ancora la nostra battaglia, perchè siamo assediati al sud ed al nord ed abbiamo un grande inconveniente anche se pure è la nostra fortuna: un bel sole che ammalia tutti e conduce ed attira tutti nel nostro paese. Se dobbiamo difenderci non è per timore che abbiano a rubarci il sole, l'unico nostro patrimonio che non può esserci tolto, ma per impedire che la natura stessa del nostro paese, la nostra italianità, le nostre tradizioni siano deturpate. Quando noi apportiamo il nostro caloroso, entusiastico appoggio alle rivendicazioni dei colleghi del Cantone Grigioni, veniamo, per così dire, a portare un entusiastico appoggio alle nostre stesse rivendicazioni di natura culturale.

Egredi colleghi, il Cantone Grigioni, durante questo lunghissimo periodo di lotte, ha saputo difendere la sua lingua, le sue istituzioni. Questo Cantone, una minoranza esigua premuta da due parti, al nord dalla coltura tedesca ed al sud dalla coltura italiana, questo popolo premuto anche nei suoi sentimenti religiosi (le lotte religiose nel Cantone Grigioni sono note a tutti), ha saputo, al disopra di tutti, resistere e conservare la sua lingua e la sua coltura. Si è pubblicato molto in questi ultimi tempi per sapere se il romancio sia una lingua od un dialetto. Non voglio qui occuparmi di questioni filologiche, non voglio seguire i grandi professori che assieme a tante verità scrissero anche delle grandi sciocchezze, controllate e modificate poi dalla storia e da studi successivi. Non voglio seguire questi studi. Diciamo solo, la lingua italiana, se non fosse esistito un Dante, se non avesse avuto un Petrarca e un Boccaccio nei suoi primordi, che cosa sarebbe rimasta? Nei suoi primordi era chiamata «volgare» cioè la lingua parlata dal volgo, ed è assunta a grande lingua, a grande lingua culturale, perchè ebbe la fortuna di avere dei grandi scrittori che la portarono ad una inusitata grandezza e la portarono all'altezza che, possiamo dire, rimase irraggiungibile. Diciamo qui ai nostri colleghi romanci. Fate un tentativo perchè la Divina Commedia venga tradotta in romancio, il romancio entrerà allora in tutti i ceti culturali. Sarà quella la migliore prova che il romancio è una lingua. E non dispero che ciò avvenga. Non è impossibile che un giorno, qualche giovane studioso, si accinga alla traduzione della Divina Commedia in romancio.

Per noi non è questione di dialetto o di lingua. È la lingua di un popolo che seppe conservarsi puro attraverso i secoli. Poco importa il numero di coloro che parlano questa lingua. Conosciamo benissimo le critiche mosse da certi ambienti all'atto che noi oggi stiamo per compiere, riconoscere cioè il romancio quale lingua nazionale; ma queste critiche non sono disinteressate, non sono fatte per amore della coltura, sono semplicemente interessate e nascondono mire irredentistiche. Si è voluto creare nel Ticino un irredentismo, si vorrebbe ora estenderlo al Vallese, e soprattutto alla vallata dell'Engadina. E a questo scopo tutti i pretesti sono

buoni. Sappiamo che queste manovre sono destinate a fallire, perchè le nostre istituzioni ci permettono di preservarci da qualunque contagione.

L'atto che stiamo per compiere è un atto non solo solenne, per quanto alcuni ridano, e trovano inutile tanto spreco di forze, ma ha un significato importantissimo. Noi sappiamo quanto avviene intorno a noi, gli sforzi che oggi si compiono per sopprimere i diritti delle minoranze e vincerle e farle sparire, gli sforzi che vengono fatti per sopprimere l'individualità umana, per rendere l'uomo una macchina al servizio dello Stato. Compriamo quindi un atto solenne e meritevole se lasciamo da parte le nostre grandi questioni economiche, per dedicarci a questa questione politica che, nel momento attuale, supera l'importanza dei 43 000 romanci e supera anche i confini del nostro paese. E dobbiamo portare la nostra entusiastica adesione al riconoscimento della lingua romancia quale quarta lingua nazionale. Ma abbiamo altri motivi per farlo. Se esaminiamo la storia del Cantone Grigioni, se esaminiamo la storia di questo popolo eroico, vediamo che tutte le sue manifestazioni sono volte alla difesa delle proprie caratteristiche etniche, alla difesa della propria lingua, ma soprattutto alla difesa della propria libertà. La lingua nazionale è uno strumento per la difesa della libertà. In quasi tutti gli episodi della storia del Cantone Grigione constatiamo che la difesa della propria lingua è collegata alla difesa della propria libertà e delle proprie condizioni etniche. Quale migliore occasione di quella di oggi di guardare un po' indietro di riconoscere gli sforzi fatti non solo per difendere un dialetto, ma per difendere quelli che sono i principi, che sono le idealità nostre, il comune denominatore della nazione svizzera. Questi principi costituiscono l'essenza stessa del nostro Stato svizzero, uno Stato che non è una nazione. Non siamo una nazione, non vogliamo esserlo; questa parola oggi spaventa. Non vogliamo essere una nazione, ma uno Stato svizzero ispirato al comune denominatore; il sentimento della libertà e il rispetto della libertà. Ecco il significato della giornata odierna e dell'atto che stiamo oggi per compiere.

Volgo alla fine. Quando noi ci siamo sentiti commossi dinnanzi ai luoghi santi del romancio e del popolo romancio e ne abbiamo sentito la poesia, quando noi abbiamo uditi i cori meravigliosi con parole romancie e composti da musicisti romanci abbiamo assistito, nel nostro pellegrinaggio, alle diverse manifestazioni organizzate ed abbiamo potuto prendere contatto con il passato, non solo, ma anche con il presente, quando abbiamo potuto parlare con la gente del popolo ed udire i cori dei falciatori di fieno venuti da Obervaz, che si scusavano di non poter essere più numerosi, perchè in parte trattenuti dalle cure della fienagione, quando abbiamo udito i cori dei bambini, ci siamo detti: non è la difesa di una lingua morta, c'è qualcheda di vivente, di sentito, non si tratta di artificio voluto solo da pochi, ma di manifestazioni che meritano tutto il nostro rispetto. La nostra commozione è arrivata al suo punto massimo quando abbiamo udito il canto tanto commovente, «La lingua della mamma»: Il Cantone Grigioni viene a noi; è una piccola minoranza, una sorellina da noi scorta solo

ora nella nostra famiglia, che si stringe alle nostre ginocchia e ci chiede di essere protetta. Viene a noi non con pretese di danaro, non domanda vantaggi, si raccomanda solo per la sua esistenza e lo domanda nel nome santo della mamma.

Egredi colleghi, la lingua romancia non avrebbe potuto resistere attraverso i secoli, non sarebbe arrivata fino a noi, se non ci fosse stata portata dalla mamma, se con fosse stata curata, custodita gelosamente dalla mamma, se, allevando il suo bambino, non gliene avesse inculcata l'armonia. Ed egli divenuto adulto l'ha portata attraverso i secoli ed attraverso il mondo ed ha costituito il ricordo della patria nei momenti tristi della vita. Questa lingua non sarebbe arrivata fino a noi, se non ci fosse stata portata attraverso i secoli dalle cure della grande mamma, la mamma dei romanci, che ha saputo compiere questo miracolo.

Compriamo oggi il dovere nostro riconoscendo i diritti di questa minoranza. Promettiamo di rispettarla e di favorirla. Ma noi celebriamo oggi, qui, anche l'opera della mamma dei romanci, che ha saputo compiere il grande miracolo di preservare la lingua da ogni contaminazione, attraverso i secoli, pur essendo parlata solo da una piccolissima parte della popolazione. Rendiamo onore non solo allo spirito di solidarietà federale, ma specialmente all'opera indefessa di questa mamma del passato e del presente. Ci auguriamo che il suo lavoro, la sua opera santa abbiano ad essere valutati come meritano.

Condrau: Per conclusiun de questa commemorabla debatta lessel jeu cun lubientscha dil president aunc dir dus plaids per romontsch. En num della deputaziun grischuna ed en num dil pievel romontsch, che spetga cun viv desideri nosa decisiun, engraziel jeu a nos suprems magistrats — surtut a sgr. cuss. fed. Etter — per la benevolentscha culla quala ei han retschiert nies postulat. Jeu engraziel a nos referents, ils signurs Krügel e Meyer, per la curtesia culla quala els han tractau nosa damonda. Jeu engraziel als commembers della commissiun ed als commembers de quest cussegl ch'han priu il plaid en quella debatta e demussau tonta simpatia per la caussa romontscha. Quei fa plascher de veser e d'udir co quels umens han alzau la vusch per nus Romontschs. Ei fa in plascher de considerar l'unitad che regia oz en questa questiun, senza differenza de lungatg e partida e confessiun. Buca per nuot ha nies poet Sur Flurin Camathias beneventau nosas duas commissiuns parlamentaras culs plaids!

Ventira alla Rezia!

Romontschs en Rezia, selegrei:
Las combras federalas
Tarmettan commissiuns, mirei,
Da Bern ed ord centralas
Per schar tedlar vies plaid alpin,
Ch' ei vies portrèt, dagl origin.

Quella manifestaziun solemna en favur della viarva e cultura romontscha carga il cor de scadin convischin. Igl ei buca ina manifestaziun politica igl ei buca ina manifestaziun nazionalistica, igl ei buca ina manifestaziun encunter autras naziuns ni auters lungatgs. Nus stimein il Franzos e Talian e Tudestg. Igl ei ina manifestaziun veramein nazio-

nala e patriotica en favur dil Benjamin, dil pli pign e modest e tgeu lungatg svizzer.

Nus essan loschs de quei factum ch'il Romontsch duei ussa era contonscher il dretg de vischinadi sper ils auters lungatgs che vegnan plidai e cultivai en Svizzerza. Nus essan loschs della stema e simpatia che nies sempel pievel de biabein 40 000 olmas gauda en quell'ura. Nus essan loschs della atenziun che la mumma Helvezia demuossa per nosa brava populaziun montagnarda, sia viarva e sia cultura. Sche nus dumandain nusezzi, tgi ch'hagi il pli grond meret de quell'ura solemna, sche stuein nus confessar: Buca ton nosa generaziun viventa sco nos pardavons, ch'han defendiu lur jerta artada duront tschentanners. Buca ton ils umens ded oz, sco ils umens ch'ei stai. Nus astgein saver grau a nos scribents e poets, alla testa dils quals jeu nummel mo in, Giachen Hasper Muoth de Breil. Nus astgein era aunc menzionar in denter ils gronds campiuns romontschs, il Dr Caspar Decurtins, ch'ei forsa staus gl'emprem ch'cha purtau l'idea della defensiun e cultivaziun dil romontsch ella sala dil cussegl nazional, ch'ha gia da giuven, sco scolar della scola cantonale, entschiet a rimnar las detgas e praulas de nies pievel ed ha en sia Chrestomazia de 12 volums e passa 7000 paginas relaschau a nus in arcun culs pli custeivels scazzis dil Romontsch. Dr. Caspar Decurtins ei era staus quel ch'ha inflamtau la giuventetga academica della Surselva e dau in εμπremstausch al risvegli dil Romontsch. Nus veis numnau el il «Tödi»; el ei veramein staus il campiun per il Romontsch en ina buna part dil cantun. Quei astgein nus dir senza sminuir ils merets d'auters umens e promoturs dil Romontsch. Suentar ch'ins ha numnau in per umens dell'Engiadina e dil Surmir, astg' jeu forsa era aunc menzionar in, ch'ha sco paucs, preparau il terren per il di ded oz. Jeu manegel P. Maurus Carnot, ch'ei vegniat da Samignun a Mustér, ha empriu nies hungatg «el suadetsch de sia fatscha» e declaran alla fiu de sia veta, ch'el hagi sia veta «scret pli tgunsch tudestg, mo pli bugen romontsch». Cun ses cudischs, ses referats, sias translaziuns d'ovras romontschas ha el preparau igl èr per il sem, che nus lein fierer oz. El seigi pia aunc allegaus. senza emblidar ils auters, ch'han luvrau e lavuran aunc oz per il manteniment e la cultivaziun dil Romontsch.

La reconuschientscha dil Romontsch sco lungatg nazional oblighescha nosa generaziun a nova lavur e dubla premura. Dei curascha a nies pievel en sia defensiun dil lungatg matern. Dei anim e perseveranza a nos poets e scribents. Dei tuts la vusch per nies postulat nazional! Jeu concludel perquei culs plaids de nies poet:

Confederai, teni cun nus
Senz' esser sin ballontscha,
Alzei vos eglis tiels cuolms splendus,
Schei crescher «la Romontscha».
Nies stadi svizzer vegn pli cars,
Tras l'unitad dils quater frars!

Präsident: Wir haben Herrn Nationalrat Condrau erlaubt, romanisch zu sprechen. Es geht dies zwar gegen das Reglement und den jetzt zu fassenden Beschluss, aber ich hätte es für sinnwidrig gehalten, in diesem Falle dem Reglemente nach-

zuleben. Ich hoffe nur, dass das nicht Schule mache und hier nicht alle Sprachen der Welt ertönen.

Bundesrat Etter: Das Wort des Bundesrates kann diesmal wirklich ein Schlusswort und zugleich ein Wort des Dankes sein. Ich danke den Herren Referenten, danke allen, die in der Diskussion das Wort ergriffen haben. Mich hat es gefreut, dass in der Diskussion heute zum ersten Mal auch das Rätoromanische im Saale erklingen ist, auch wenn das vielleicht mit dem strengen Wortlaut des Reglementes und auch der neuen Verfassungsbestimmung nicht im Einklang gestanden hat. Es schien mir heute vormittag, wie wenn vier Glocken zusammenklängen in einem starken, festen Turm, und diese vier Glocken zusammen geben eine schöne Harmonie und tragen aus der heutigen Sitzung des Nationalrates eine Art 1. August-Geläute hinaus ins Land.

Es ist in der Diskussion so viel Schönes und Wahres gesprochen worden, dass es nicht mehr notwendig wäre auch meinerseits noch das Wort zu ergreifen. Aber da es sich um eine Verfassungsrevision und um eine Frage handelt, die nach meinem Dafürhalten doch von grosser geistiger Tragweite ist, so glaube ich, würde man es als eine Lücke betrachten, wenn der Vertreter des Bundesrates hier schweigen würde.

Unser Schweizervolk pflegt im allgemeinen jene Fragen, über die es zu entscheiden hat, mit ruhiger und sachlicher Nüchternheit zu beurteilen. Selbst in jenen politischen Kämpfen, die eine gewisse leidenschaftliche Erregung in der Seele des Volkes auslösen, liegt doch in der Tiefe der Ueberlegungen, die das Volk anstellt, ruhige, sachliche Nüchternheit. Unser Schweizervolk lässt sich nicht leicht berauschen. Das ist eine Tugend, ein Vorzug, eine Stärke unserer Demokratie. Aber es gibt Fragen im öffentlichen Leben, die doch noch etwas mehr auslösen müssen als nur blosser Nüchternheit, die noch etwas anderes aufflammen lassen müssen in der Seele und im Herzen unseres Volkes. Die Frage, die sich uns heute zur Beantwortung stellt, ist eine dieser Fragen. Doch möchte ich sagen, dass es sich auch hier nicht um eine Frage der Sentimentalität handelt. Es wäre ganz falsch, an solche Fragen mit einer gewissen Sentimentalität heranzutreten. Es handelt sich um sehr reale Dinge, sehr reale Werte, die um so realer sind, als sie letzten Endes an die geistigen Grundlagen unseres Staates, unseres eidgenössischen und demokratischen Staatsgedankens heranreichen.

Ich möchte in ein paar wenigen Sätzen den eigentlichen Sinn der vorgeschlagenen Verfassungsänderung zu umschreiben suchen:

Durch die Anerkennung des Rätoromanischen geben wir dem Willen Ausdruck, unseren Schild zu halten über einer Sprache, die mit einem Stück schweizerischer Erde und schweizerischen Volkstums organisch und wurzelstark verbunden ist. Wir ehren durch diesen Akt jene bewundernswürdige Treue, mit der das rätoromanische Bergvolk von Graubünden an seiner Sprache festgehalten hat. Ich benütze diesen Anlass, um auch vom Bundesratstische aus allen geistigen und politischen Führern dieses wackern Bergvolkes von Grau-

bünden, die gekämpft haben für die Erhaltung der Sprache und der kulturellen Eigenart ihres Volkes, von Herzen danken, angefangen bei denen, die nicht mehr unter uns weilen, bis hinauf zum grössten lebenden Dichter, dem auch ich meine Verehrung zollen möchte, Peider Lansel. In dieser Treue zur Sprache äussert sich die Treue zur Tradition, zu dem, was mit dem Boden verbindet. Die Tradition ist in der Demokratie eine der stärksten geistigen, erhaltenden Kräfte. Wir sind ein kleines Land, und je enger horizontal uns die Grenzen gezogen sind, desto mehr müssen wir suchen, vertikal unsere Kraft, Stärke und Grösse zu vertiefen. Wir müssen alles das betonen, was geschichtlich, rechtlich und kulturell die ausgesprochene Eigenart unseres Landes und unseres Volkes ausmacht, jene Eigenart, die in ihrer Mannigfaltigkeit und in ihrem Reichtum uns zugleich befreit und eint.

Ueber das hinaus aber betonen wir mit der vorgeschlagenen Verfassungsrevision ein allgemeines Prinzip unseres eidgenössischen und demokratischen Staatsgedankens, ein Prinzip, das über die Bedeutung der rätoromanischen Sprache hinausgeht: das Prinzip der Ehrfurcht vor dem Recht und der Freiheit der Muttersprache. Dieses Prinzip ordnet sich ein in ein noch höheres Prinzip: in das Prinzip der Ehrfurcht vor der Würde, vor dem Recht und der Freiheit der menschlichen Persönlichkeit.

Als die Kommissionen der eidgenössischen Räte für die Anerkennung des Rätoromanischen ihre Fahrt durch das Bündnerland machten, von der in der Diskussion wiederholt gesprochen worden ist, da wurde uns droben in St. Moritz das Lied gesungen: „Cara lingua da la mamma“. Herr Nationalrat Vonmoos hat es gestern abend hier vortragen. Herr Vonmoos ist ein prächtiger Repräsentant des prachtvollen Bündner Bergvolkes, ein wahrhaft schöner Mann! Aber die Engadinerinnen sind noch schöner! (Heiterkeit.) Dieses „Cara lingua da la Mamma“ müssen Sie nicht nur vortragen, sie müssen es singen hören von den Engadinerinnen! Dann erst bekommt es seinen rechten, vollen Klang. Ich muss gestehen und ich glaube, ich darf es gestehen im Namen aller, die dabei waren, namens sämtlicher Mitglieder beider Kommissionen der eidgenössischen Räte: Alle waren beim Klang jenes Liedes tief ergriffen. Wir spürten, dass es sich hier um etwas Heiliges handelt, an dem wir alle teilhaben, Rätoromanen, Eidgenossen deutscher, französischer und italienischer Zunge, um das Heilige der Muttersprache und der Gleichberechtigung aller dieser Sprachen auf schweizerischem Boden und im schweizerischen Recht.

Ich spreche von der Gleichberechtigung, die wir heute verfassungsrechtlich der rätoromanischen Sprache einräumen wollen. Deshalb halte ich es nicht einmal für ganz richtig, wenn wir nun vom Rätoromanischen als von der vierten Landessprache sprechen. Rechtlich gibt es keine erste, keine zweite und keine dritte Landessprache, und deshalb auch keine vierte. Es gibt vier Landessprachen und das Rätoromanische wollen wir heute zur Würde einer dieser vier Landessprachen erheben, nicht nur zur Würde der vierten Landessprache, sondern zur Würde der gleichberechtigten Landessprache, die sich mit den andern drei Landessprachen vollends in eine gleiche Linie stellen soll,

soweit und sofern dies praktisch und vernünftigerweise realisiert werden kann.

Aus dieser Gleichberechtigung ergibt sich der selbstverständliche Schluss, dass die Anerkennung des Rätoromanischen in keiner Weise irgendwie eine Spitze haben kann gegen eine der andern Sprachen unseres Landes. Die Anerkennung des Rätoromanischen kann nicht gerichtet sein gegen die deutsche Sprache, auch nicht gegen die italienische. Wir haben durch eigene Bundesbeschlüsse gerade der italienischen Sprache im Tessin und in den italienischen Talschaften des Kantons Graubünden besondere Aufmerksamkeit geschenkt. Ich bin überzeugt, dass die Regierung des Kantons Graubünden auch in Zukunft die Kultur der italienischen Talschaften im Kanton Graubünden mit besonderem Wohlwollen und besonderer Aufmerksamkeit pflegen wird. Das gesagt, möchte ich zugleich noch etwas anderes bemerken. Wenn wir uns anschicken, das Rätoromanische als Landessprache anzuerkennen, so handeln wir in voller Freiheit und in Ausübung unseres Selbstbestimmungsrechtes, und wir lehnen jegliche unbefugte Einmischung vereinzelter ausländischer Stimmen zu dieser Frage entschieden ab und verbitten uns diese Einmischung.

Ich komme zum Schluss. Man wirft der Demokratie heute gelegentlich vor, dass in ihr die Zahl und die Masse den Ausschlag geben. Das ist eine ausserordentlich oberflächliche Beurteilung. Zahl und Masse spielen in der Demokratie insofern eine Rolle, als sie nötig sind, um die Willensbildung festzustellen und zu offenbaren. Das ist die Funktion der Zahl in der Demokratie. Aber die Zahl wird beseelt vom Geist, und der Geist ist letzten Endes in der Demokratie das Ausschlaggebende, nicht die Zahl und nicht die Masse, der Geist, der die Zahl und die Masse bewegt. Wenn es wahr wäre, dass in der Demokratie die Zahl und die Masse ausschlaggebend seien, dann würden wir nicht das Schweizervolk und die eidgenössischen Stände aufrufen zu einer Kundgebung der Solidarität für ein Volk der Berge, das 44 000 Köpfe umfasst und seine eigene Sprache spricht, für ein Volk, das einen Hundertstel unserer Gesamtbevölkerung ausmacht. Gerade die Tatsache, dass wir für das Recht und die Freiheit der Sprache einstehen, die dieses Volk, dieser Hundertstel der gesamten Bevölkerung unseres Landes spricht, beweist, dass in der Demokratie letzten Endes nicht die Zahl und nicht die Masse König sind, nicht die Mehrheit, sondern der Geist, der die Zahl und die Masse beseelt und bestimmt.

Ich bitte Sie — und ich zweifle gar nicht daran, dass Sie diese Bitte erfüllen werden — einstimmig die Vorlage des Bundesrates anzunehmen, damit die Abstimmung schon in diesem Saale eine Kundgebung werde für die Erhaltung jenes Geistes, der das Wesen und die Seele unseres eidgenössischen Staatsgedankens ausmacht, des Geistes der Zusammengehörigkeit, des Rechtes, der Gerechtigkeit und der Freiheit. Und ich bitte darüber hinaus, dafür zu sorgen, dass am Tage der Abstimmung die gleiche einmütige Kundgebung auch im Lande und im Schweizervolk sich wiederhole, damit jener Tag ein Feiertag werde für das wackere, brave Volk von Graubünden, für unsere wackeren,

braven Rätoromanen und ein Tag des Triumphes für den guten alten Schweizergeist. (Beifall.)

Abstimmung. — Vote.

Für Annahme des Beschlussentwurfes

114 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats.)

Vormittagssitzung vom 8. Dez. 1937. Séance du 8 décembre 1937, matin.

Vorsitz — Présidence: Hr. Hauser.

3298. Entschuldung landwirtschaftlicher Betriebe. Bundesgesetz. Désendettement d'entreprises agricoles. Loi.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 707 hiervoor. — Voir page 707 ci-devant.

Art. 76.

Antrag Müller-Grosshöchstetten.

1. Landwirtschaftlich benutzter Boden kann nur zur Selbstbebauung erworben werden.

Der Bund stellt die Normen auf, unter denen eine vom Kanton zu bezeichnende Behörde Ausnahmen gestattet.

Zusatzantrag Dellberg

zum Antrag Müller-Grosshöchstetten.

Abs. 2 (neu). Erwerbungen für unmittelbare Zwecke von Siedlungen oder industriellen und gewerblichen Anlagen sowie für öffentliche oder genossenschaftliche Zwecke bleiben vorbehalten.

Antrag der Kommission.

Ablehnung des Antrages Müller-Grosshöchstetten.

Motion.

Im Hinblick auf die in Aussicht genommene Partialrevision der Wirtschaftsartikel der Bundesverfassung (Botschaft vom 10. September 1937) wird der Bundesrat beauftragt, unverzüglich die gesetzgeberischen Massnahmen für die Erhaltung eines gesunden Bäuerntandes und die Festigung des häuerlichen Grundbesitzes vorzubereiten.

Zu diesem Zwecke wird er sofort die nötigen Erhebungen anordnen über die Verhältnisse auf dem landwirtschaftlichen Liegenschaftsmarkt, speziell über den spekulativen Erwerb von Bauerngütern und den Besitz von Nichtlandwirten an landwirtschaftlich genutztem Boden.

Zusatzantrag Gabathuler

zur Motion der Kommission.

Abs. 3 (neu). Der Bundesrat wird ferner beauftragt, die Entwicklung des Handels mit landwirt-

Rätoromanische Sprache. Verfassungsänderung.

Langue romanche. Révision constitutionnelle.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1937
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3553
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.12.1937
Date	
Data	
Seite	719-730
Page	
Pagina	
Ref. No	20 032 417

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Vormittagssitzung vom 15. Dez. 1937.
Séance du 15 décembre 1937, matin.

Vorsitz — Présidence: M. Weck.

3553. Rätoromanische Sprache.
Verfassungsänderung.
Langue romanche. Revision constitutionnelle.

Botschaft und Beschlusentwurf vom 1. Juni 1937 (Bundesblatt II, 1). — Message et projet d'arrêté du 1^{er} juin 1937. (Feuille fédérale II, 1).

Beschluss des Nationalrats vom 7. Dezember 1937.
 Décision du Conseil national, du 7 décembre 1937.

Antrag der Kommission.

Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Nationalrats.

Proposition de la commission.

Passer à la discussion des articles et adhérer à la décision du Conseil national.

Berichterstattung. — *Rapport général.*

M. Martin, rapporteur: Pour bien comprendre l'intérêt et la portée de l'arrêté fédéral proposé aux Chambres en vue de reconnaître le « Romanche » comme langue nationale, il convient de remonter quelques années en arrière et d'exposer l'origine du mouvement qui a abouti à l'initiative du canton des Grisons tendant à reviser la Constitution fédérale pour tenir compte des vœux unanimes des citoyens du canton des Grisons.

A la base de ce mouvement, il faut relever l'action énergique et constante de la « Ligia Romontscha » frappée du recul de la langue rhéto-romanche et de la nécessité de prendre des mesures pour en assurer le maintien en lui rendant son vrai caractère national. Aidée par la Société d'étudiants romanches « Romania », « Ladinia » et « Sesiana », une véritable Landsgemeinde fut organisée à Rhæzuns, le 2 septembre 1934, demandant que la langue romanche fût reconnue langue nationale, que la Confédération assume formellement, par un arrêté fédéral, l'obligation d'encourager la langue et la culture romanches et tienne compte également du romanche dans la législation et les actes officiels.

A la suite de cette manifestation d'un désir formel d'une partie importante de la population grisonne, une motion fut déposée au Grand Conseil des Grisons, au printemps 1934, par M. Modeste Nay, à Camischolas, un des hommes les plus avertis sur la culture et la littérature romanches de l'Oberland, en même temps un poète distingué, motion dont la teneur est la suivante:

« Der Grosse Rat, als Vertreter des Volkes von Graubünden, beauftragt die Regierung, den Bundesbehörden mit allem Nachdruck das Verlangen und den Wunsch des romanischen Volkes vorzulegen, dass neben der deutschen, französischen und

italienischen Sprache auch das Romanische als Nationalsprache erklärt und anerkannt werden. »

« Le Grand Conseil, représentant du peuple grison, charge le gouvernement de faire connaître aux autorités fédérales le vœu pressant du peuple romanche de voir la langue romanche déclarée et reconnue langue nationale, à côté de l'allemand, du français et de l'italien. »

Cette motion, discutée au Grand Conseil en automne 1934, dans une séance où l'on entendit des discours en toutes les langues du canton, fut acceptée à l'unanimité, d'accord avec le Petit Conseil. Ce vote constitue certainement une imposante manifestation et la preuve de l'unanimité régnant parmi les autorités des Grisons en ce qui concerne la question de la langue romanche.

Donnant suite à cette motion, le Petit Conseil du canton des Grisons, faisant usage des droits d'initiative conférés aux cantons par l'art. 93 de la Constitution fédérale, transmet la demande du Grand Conseil au Conseil fédéral par une lettre du 21 septembre 1935 reproduite presque in extenso dans le message du 1^{er} juin 1937, dont nous ne vous donnerons pas lecture, mais auquel nous ferons de nombreux emprunts au cours de ce rapport.

Nous devons, cependant, reproduire les conclusions de la requête du canton des Grisons:

« 1. Le romanche doit, par une modification de la Constitution fédérale, être reconnu comme quatrième langue nationale.

2. D'accord avec les milieux romanches et dans le sens des explications qui précèdent, nous reconnaissons que l'allemand, le français et l'italien doivent seuls être désignés comme langues officielles de notre pays, avec toutes les conséquences qui en découlent.

3. En revanche, la Confédération doit se déclarer d'accord qu'à l'avenir certaines lois de première importance soient aussi traduites en romanche et qu'il soit également tenu compte de cette langue pour la nomenclature, les inscriptions, etc. Les principes à observer dans ce domaine doivent être l'objet d'une ordonnance spéciale.

4. Si, dans des affaires pendantes devant les autorités administratives ou judiciaires de la Confédération, il est produit des pièces en romanche qu'il soit nécessaire de traduire, les frais de traduction ne doivent pas être mis à la charge des parties.

5. Il n'est pas nécessaire qu'un idiome rhéto-roman spécial ou la langue écrite correspondante soit déclarée langue nationale. S'il y a doute quant à la langue à employer, le Conseil fédéral décidera dans chaque cas, après avoir pris l'avis du Petit Conseil grison, dans lequel des dialectes principaux la publication, la traduction ou l'inscription en question doivent être faites.

6. La Confédération voudra bien continuer à assurer les ressources nécessaires à l'impression des différents vocabulaires, ainsi que du glossaire rhéto-roman au fur et à mesure de leur achèvement. Elle continuera également à soutenir financièrement les efforts de la « Ligia Romontscha » en vue de la conservation et de l'encouragement de la langue romanche. »

Ajoutons encore qu'en date du 8 octobre 1936, M. le député Condrau, interpella le Conseil fédéral

en lui demandant par quel moyen il estimait pouvoir donner suite au vœu du peuple grison.

Le Conseil fédéral répondit qu'il approuvait la requête du canton des Grisons et qu'il se proposait de soumettre aux Chambres un projet de revision de l'art. 116 de la Constitution, après avoir examiné encore certaines questions d'une utilité pratique.

Il faut dire encore, pour être complet, qu'au cours de cette année, une imposante manifestation en faveur de la reconnaissance de la langue romanche comme langue nationale a eu lieu à Zurich, où l'on entendit des orateurs des trois langues actuellement reconnues officiellement et où l'assemblée approuva à l'unanimité les vœux de nos Confédérés des Ligues.

C'est à la suite de cette campagne entreprise sans aucune arrière pensée politique et uniquement pour faire droit à des aspirations purement nationales et ethniques que le Conseil fédéral a déposé le projet d'arrêté fédéral actuellement en discussion.

Le Conseil national, dans sa séance du 6 décembre 1937 a, à l'unanimité, adopté in globo le projet du Conseil fédéral.

Les deux rapporteurs et tous les orateurs qui ont pris la parole ont rendu hommage au patriotisme de la population romanche et ont reconnu qu'il était de première importance au point de vue national de faire droit aux légitimes revendications du peuple et des autorités du canton des Grisons.

Nous nous associons de tout cœur à tout ce qui a été dit au Conseil national. A notre tour, nous devons examiner les différents côtés de l'initiative et étudier ses effets dans la législation fédérale.

Comment se présente la question au point de vue du droit constitutionnel? Bien entendu, le droit public de la Suisse primitive n'a pas connu de «question des langues». Issue d'une union entre communautés d'origine germanique, la langue officielle employée par les Confédérés ne pouvait être que l'allemand; la correspondance officielle des cantons entre eux et avec leurs alliés était la langue commune; les actes officiels importants étaient rédigés en latin.

L'entrée de Fribourg dans la Confédération, puis la conquête du pays de Vaud sur la Savoie, les annexions des bailliages au delà des Monts, les alliances avec Genève et le Valais, mettaient les Confédérés en contact avec des éléments welches, mais le système de la Confédération d'Etats laissait les cantons libres de régler à leur guise les rapports avec les Confédérés, alliés ou sujets ne parlant pas l'allemand. A vrai dire — et c'est une chose digne d'être notée avec soin — il n'y eut jamais en Suisse de difficultés internes résultant de différences de langues. La République de Berne, en particulier, n'a jamais cherché à porter atteinte à la liberté de langage de ses ressortissants romands, à part peut-être la traduction des noms des bailliages qui ne peut être considérée comme ayant eu une grande importance.

Avec les alliés, les Suisses correspondaient en allemand; les alliés répondaient en français.

En ce qui concerne les ligues des Grisons, qui entretenaient des rapports avec leurs voisins d'Uri, de Glaris, la correspondance était en allemand.

Survinrent la révolution, la chute de la Confédération en 1798 et la formation de la République

helvétique qui comprenait à titre de cantons des pays de langues française et italienne.

Tout de suite, les trois langues furent mises sur le même pied; les procès-verbaux du Grand Conseil helvétique furent rédigés en français et allemand, et les actes importants traduits en italien.

Dès 1799, des éléments romanches font partie de la République par suite de l'annexion du canton de la Rhétie. Les proclamations du gouvernement provisoire de ce canton furent traduites en italien et en romanche.

Le pacte fédéral, du 7 avril 1815, ne contient aucune disposition concernant la langue officielle; ce qui s'explique fort bien par la forme de Confédération d'Etats souverains qui était la base de ce pacte.

Les actes officiels, traités politiques et déclarations des puissances étrangères, ont été publiés en une édition officielle allemande en 1830; une traduction officielle française a été publiée en 1832 par ordre de la Diète (ancien recueil I, 210). Le règlement de la Diète, du 7 juillet 1818, ne contient aucune disposition concernant la langue employée dans les délibérations.

Le règlement militaire général de la Confédération, du 20 août 1817, a été traduit en français, à Zurich, en 1818; le règlement pour les troupes légères, du 10 juin 1806, n'a pas été traduit en français, pas plus que le règlement d'exercice pour l'infanterie du 30 juin 1809; par contre, le règlement d'exercice pour l'artillerie, du 21 juillet 1818, a été traduit en français à Genève. (Recueil officiel ancien I, p. 271, de même dans le règlement du 14 juillet 1895, anc. recueil II, p. 492.)

Le code pénal pour les troupes de la Confédération, du 25 juillet 1818, a été imprimé à Zurich en 1819; une traduction française admise par la commission militaire fédérale a paru également à Zurich.

Nous avons cité ces faits, car ils sont les premières manifestations de textes officiels en plusieurs langues.

En 1832, nous trouvons un arrêté relatif au serment à prêter par les officiers de l'Etat Major Général, prescrivant un serment dont le texte est rédigé en allemand, en français et en italien (27 août 1832, anc. rec. II, p. 308). Le serment de la troupe prescrit par la Diète, le 9 août 1831, est aussi rédigé dans les trois langues (II, p. 313).

Le 15 juillet 1835, la Diète décide de faire établir «une bonne traduction française des recès, non officielle, l'original allemand devant seul être considéré comme authentique».

Lors de l'élaboration de la Constitution fédérale, en 1847, la commission chargée de présenter un projet ne jugea pas à propos de proposer un texte sur la question des langues nationales. La question fut cependant discutée à la suite d'une proposition de la délégation vaudoise, appuyée par la délégation tessinoise. Elle tendait à introduire dans la Constitution un article ainsi conçu: «Les trois langues parlées en Suisse, l'allemand, le français et l'italien, sont langues nationales».

Cette proposition fut acceptée à l'unanimité sous la forme suivante: «Les trois principales langues parlées dans la Confédération sont déclarées officielles; la chancellerie fédérale pourvoira à ce que

les lois et arrêtés de la Confédération soient rédigés en allemand et en français, aux frais de la Confédération».

La commission de rédaction simplifie ce texte et revient avec le texte de l'art. 109: «Les trois principales langues parlées en Suisse, l'allemand, le français et l'italien, sont langues nationales de la Confédération suisse».

Cet article, qui a été textuellement repris en 1874, est actuellement en vigueur sous la forme de l'art. 116 de la Constitution fédérale.

Le message fait remarquer avec raison que le législateur constituant de 1847 a tout d'abord voulu renoncer à instituer une langue officielle faisant foi en cas de contestation (ce qui était le cas depuis 1835); et qu'en outre l'introduction du mot «principales» signifie que l'on voulait tenir compte de la langue romanche. A vrai dire, on ne trouve pas d'indication formelle à ce sujet, mais on peut estimer comme vraisemblable que l'on n'a pas voulu limiter aux trois langues reconnues officielles, le caractère de national (V. Blumer, Bundesstaatsrecht II, p. 104).

La disposition constitutionnelle de 1848 n'a jamais donné lieu à des contestations graves; ses effets ont été de mettre les trois langues sur le même pied d'égalité, soit en ce qui concerne la publication des lois et arrêtés, soit en ce qui concerne la langue employée pour la correspondance officielle et celle usitée dans les débats des Chambres.

En ce qui concerne plus particulièrement le romanche (ou les idiomes rhéto-romans), il faut noter que le Conseil fédéral a fait, tant en 1872 qu'en 1874, traduire dans les deux langues romanches et ladine les projets de Constitution fédérale soumis au peuple, sans cependant donner à ces traductions un caractère officiel et authentique. Par contre, en 1877, le Conseil fédéral a refusé d'ordonner la traduction en romanche de diverses lois soumises au vote du peuple. En revanche, le code des obligations et la loi fédérale sur la poursuite, puis le code civil, ont été traduits officieusement en romanche, au moyen de subvention fédérale.

Il faut noter encore en 1927 une motion Brügger, demandant que les bulletins de vote soient rédigés en romanche. La motion fut rejetée par le Conseil national (Droit fédéral suisse II, p. 310).

Devant le Tribunal fédéral, la question du romanche n'a jamais donné lieu à difficultés. Dans les cas où des pièces sont produites en romanche, le Tribunal fédéral les fait traduire aux frais de la caisse fédérale, qui supporte du reste, de ce chef, de minimes dépenses.

Les arrêts du Tribunal cantonal rédigés en allemand ou italien lorsqu'ils sont soumis au Tribunal fédéral, donnent lieu à des arrêts en allemand ou en italien. Le Tribunal fédéral interrogé par le Conseil fédéral n'a vu aucune difficulté au point de vue pratique à l'adoption du romanche comme langue nationale.

Il résulte de ce qui précède que la Constitution a entendu donner le caractère de langue nationale à l'allemand, au français et à l'italien et que, si l'on veut donner aussi le caractère de national aux langues rhéto-romanches, il faut le faire par une révision de la Constitution. C'est bien ce que propose le Conseil fédéral.

La question de droit constitutionnel étant ainsi liquidée, il y a lieu maintenant d'examiner les raisons militant en faveur de la révision proposée et la valeur des motifs de la requête du canton des Grisons.

Passons maintenant au point de vue historique et linguistique. Sans vouloir faire ici un cours d'histoire, il convient, afin de bien comprendre la question actuellement en discussion, de rappeler que le territoire occupé par les Grisons a été habité dès la plus haute antiquité très probablement, ainsi que les historiens modernes l'admettent d'une façon générale, par des populations d'origine étrusque venues du Danube en remontant ses affluents de droite et qui se seraient fixées dans les hautes vallées, descendant même plus tard dans les vallées devenues italiennes. Dans ces vallées hautes et basses, les anciens habitants, peut-être illyriens d'origine, auraient formé un ensemble de tribus montagnardes aux noms et parlars divers. Ce furent les Romains qui créèrent la «Rætia», région ne répondant pas à un ensemble ethnique, moyen, mais à une notion administrative, après que les peuplades montagnardes ont été vaincues dans de rudes campagnes par Drusus et Tibère en 15 av. J. C.

Sous Dioclétien, la Rætia se partageait en deux parties: la Rætia prima, Haute Rhétie avec la vallée du Rhin jusqu'au lac de Constance et la partie supérieure de la vallée de l'Adige, chef lieu Curia Rætorum; la Rætia secunda avec le Tyrol septentrional et la Bavière méridionale, chef lieu Augsburg, Augusta Vendelicorum.

Pour la Haute Rhétie, qui seule nous intéresse, on ne peut pas, dit M. Peider Lansel dans l'ouvrage dont j'emprunte maints renseignements, parler de colonisation romaine, mais mieux d'une occupation militaire nécessaire à l'empire pour maintenir ses communications avec ses territoires conquis au nord des Alpes.

Puis vinrent la décomposition de l'empire, les invasions des Alemanes dans le Maxima Sequanorum (Haute Alsace et Helvétie orientale), le rappel en Italie des soldats et colons romains du Danube sous Odoacre, en 487. Seule la Haute Rhétie maintient son indépendance à l'abri des hautes forteresses constituées par ses montagnes.

Le christianisme pénètre en Rhétie au IV^e siècle et s'établit vers la fin du V^e siècle, grâce aux apôtres venus d'Irlande et d'Ecosse; avec le christianisme, le pays se latinise. L'invasion des Ostrogoths, sous Théodoric, fait pour quelque temps de Coire la capitale, sous le nom éphémère de Theodoricopolis; puis les Francs qui avaient repris les territoires ostrogoths hors d'Italie maintiennent à la Rhétie une certaine autonomie sous la présidence d'un praeses qui était l'évêque de Coire.

Charlemagne maintient les lois et ordonnances de la Rhétie (lex romana curiensis), mais enlève le pouvoir civil aux évêques pour le remettre à un comte; sous les fils de Charlemagne, le diocèse de Coire est détaché de sa métropole, Milan, pour être rattaché à celle de Mayence, ce qui amena déjà une certaine germanisation.

L'appel des Alemanes en Rhætia Secunda avait amené un grand nombre d'Alemanes au sud du

lac de Constance, d'où la germanisation de ces contrées, qui s'est opérée assez lentement cependant, puisque le rhéto-roman subsiste jusqu'au VIII^e siècle au sud du lac de Constance, au XI^e siècle à Glaris et même jusqu'au XV^e siècle dans la région de Ragaz.

Tout ceci explique comment et par quel phénomène extrêmement curieux, la langue rhétique parlée dans les vallées de la Rhétie première ou supérieure, par les colons et les soldats romains des postes de surveillance des passages des Alpes, survit aux invasions germaniques venues du nord, mais est peu à peu refoulée dans les vallées supérieures.

D'autre part, dès le XIII^e siècle, à l'instigation des seigneurs féodaux, des établissements de Walser se produisent en divers endroits. Originaires du Haut-Valais, ces communautés avaient tout d'abord pénétré en Haute-Italie dans les vals Formazza, Gressoney, Macugnaga et de là dans les Grisons, appelées en vertu de véritables contrats. Il en est résulté les flots germaniques intercalés en territoires rhétiques. Vals, Davos et s'étendant même au delà des frontières actuelles de la Suisse, jusque dans le Tyrol.

Mais ce qui est remarquable, c'est que ces populations allemandes s'entendirent complètement avec les autochtones rhétiques, ainsi qu'avec les habitants des vallées italiennes et que les franchises accordées aux Walsers amenèrent les hommes libres des vallées rhétiques, avec l'aide de souverains féodaux, tels que les comtes de Sax Misox, les Rhæzuser et surtout de l'Abbaye de Disentis, à se grouper en ligues, à chasser les seigneurs étrangers et malgré la diversité de langues, à former la confédération déjà forte des trois ligues, la Ligue grise. La Maison Dieu et la Ligue des trois juridictions.

Ce fut au XVI^e siècle que se produisirent les premiers essais de littérature en langue rhéto-romanche écrite; l'imprimerie et aussi, il faut le dire, la Réforme, occasionnèrent une éclosion remarquable de publications imprimées dans les deux idiomes rhéto-romans principaux: celui de l'Oberland, le suiselvien et celui de l'Engadine, le ladin.

En 1552, on trouva un catéchisme, puis un abécédaire; en 1560 paraît le Nuof Testament de Giacem Bifrum et le Cudesch da Psalmo; la Bible de Vulpus et Dorta (1672). Il se fonde également des imprimeries à l'abbaye de Muster, qui publie plusieurs écrits non seulement religieux, mais de poésie et d'art populaire, dont les exemplaires, quelques-uns rarissimes, ont pu être actuellement réunis à Disentis dont la bibliothèque a été malheureusement brûlée en 1799, lors de l'invasion française.

Il ne me vient pas à l'idée, dans ce rapport sur une question constitutionnelle, d'aborder l'examen du problème linguistique de l'origine et de la nature du parler rhéto-roman.

Le romanche et le ladin constituent-ils un groupe linguistique autonome, ou sont-ils des dérivés de dialectes italiens? Nous avons vu, par les courtes observations que nous avons présentées sur l'origine historique de la Rhétie, que les populations rhéto-romanches occupant un vaste territoire au sud et au nord des Alpes, avaient été par les différentes invasions et occupations militaires de leur pays, comprimées d'une part par les éléments alé-

manes et d'autre part par les influences lombardes et italiennes.

Cela explique fort bien qu'au point de vue de la langue, les dialectes ladins des Grisons constituent ce qui reste de plus pur dans la zone ladine et que le surselvan de l'Oberland ait résisté à l'influence germanique.

Au XVIII^e siècle, Joseph Planta, bibliothécaire du British Museum, identifie le romanche avec le vieux langage «romanz» dont le texte bien connu des serments de Strasbourg est le témoin (842).

Les linguistes modernes Ascoli (Anthologie britannique, (vol. XIII, 1881), Guilio Bertoni, Gillieron, sont maintenant d'accord pour estimer que les idiomes parlés en Engadine et dans l'Oberland grison, constituent un groupe linguistique dérivant du latin et qui doit être mis sur le même pied que le provençal, le catalan, l'espagnol, l'«s» du pluriel existant en romanche et non en italien est pour les profanes une indication précieuse, sans parler d'autres preuves.

Nous ne devons pas méconnaître que les deux dialectes rhéto-romanches, l'engadinois surtout, ont subi des altérations provenant de l'allemand et de l'italien.

Ce qui doit être relevé, c'est que les deux dialectes et leurs variantes ont un caractère profondément autochtone et constituent un élément indissolublement lié avec la race qui les parle.

C'est pour nous ce qui importe; la langue romanche est au point de vue historique une langue parlée depuis près de 1000 ans par une population indépendante, actuellement unie à la Suisse par des liens sacrés et en conséquence, elle est digne d'obtenir la consécration de son caractère national dans la Constitution fédérale.

Qu'en est-il de la situation actuelle? Dans aucun domaine, il n'est inutile de consulter les statistiques. Dans la question qui nous occupe, on trouvera d'intéressants renseignements dans l'Annuaire statistique de la Suisse 1935, p. B, et dans une publication du Prof. Liebeskind, de l'Université de Genève (Die romanische Schweiz als nationale Problem, Glaris 1936, p. 2).

Extrayons-en les quelques chiffres suivants:

En 1930, il y a en Suisse	43 372	habitants suisses
		parlant romanche
	et	786 étrangers
		<u>44 158</u>
contre		43 035 en 1920
	augmentation	<u>28</u>

On pourrait en conclure que la langue romanche a conservé sa position en Suisse.

Hélas, les statistiques sont quelquefois trompeuses et, si l'on considère les chiffres pour le seul canton des Grisons, on arrive à des résultats moins réjouissants.

Dans le canton des Grisons, le nombre des Romanches qui était en 1920 de 39 127 est en 1930 de 39 028.

Mais dans l'espace de 10 ans, la population des Grisons a augmenté de 6486; ainsi, la proportion des Romanches, par rapport aux autres langues, a diminué. Pour 1000 habitants, il y a

en 1930	309	Romanches,
» 1920	326	»

Jusqu'au milieu du siècle, la majorité des Grisons était romanche; la proportion est inférieure à $\frac{1}{3}$. Actuellement, la population de langue allemande dépasse le 50 %.

Si l'on considère uniquement le territoire romanche, on constate une augmentation:

36 015	en 1930
35 913	en 1920

Si l'on prend les chiffres de quelques cercles, on constate que là où la proportion des Romanches est supérieure à 75 %, elle reste intacte; entre $\frac{2}{3}$ et $\frac{3}{4}$, la diminution se produit; au-dessous de $\frac{1}{2}$ %, la diminution fait des progrès considérables.

	1930	1920	
	%	%	
Disentis	95		sans changement
Oberhalbstein	91	—	
Münstertal	82	80	
Oberstasna	81		sans changement
Lugnez	74	75	
Ruis	72	71	
Ilanz	70		sans changement
Schams	69	70	
Rhâzuns	67	70	
Remus	65	69	
Belfort	63	67	
Alvaschein	62	71	
Domleschg	41	46	
Trins	40	43	
Bergün	36	41	
Oberengadin	33	41	
Thusis	18	22	

Des 220 communes, 101 ont une majorité romanche; dans 59 communes, plus de 90 % de la population est romanche.

On peut conclure des chiffres qui précèdent que le romanche est en régression partout où il est en contact avec d'autres éléments.

Au point de vue constitutionnel interne du canton, le romanche est langue officielle des Grisons aux termes de l'art. 46 de la Constitution de 1892/94. «Les trois langues du canton sont garanties comme langues du canton.» Cette disposition date de 1880, mais ne se retrouvait pas dans les deux Constitutions précédentes de 1820 et 1854. L'usage voulait cependant que les recès et protocoles du Grand Conseil et des projets de lois soient régulièrement traduits en romanche de l'Oberland. Le texte allemand est seul discuté et a un caractère authentique.

Devant les tribunaux, il n'existe aucune prescription légale dans les lois de procédure. En pratique cependant, devant les tribunaux inférieurs surtout, la langue romanche peut être employée. Il en est forcément de même pour les pièces administratives, correspondances administratives et de police; aucune difficulté ne nous a été signalée de ce chef.

A l'école, des règles précises sont posées dans les programmes scolaires. Dans les petites classes, l'enseignement est donné exclusivement en romanche et l'enseignement de l'allemand commence en 4^e année, dans certaines communes en 5^e année; dans le centre, on commence l'allemand déjà dans les premières années, mais on tend à réintroduire le romanche déjà dans les petites classes.

Dans les classes secondaires, l'enseignement est en allemand, avec deux ou trois heures de romanche par semaine. A l'école cantonale, les élèves internes, de langue romanche, reçoivent l'enseignement obligatoirement en romanche. Pour les autres, dès 1914 un enseignement du romanche est obligatoire.

Quelles sont les mesures à prendre pour assurer le maintien de la langue rhéto-romanche?

Tout d'abord: la reconnaissance de la langue. Toutes les considérations que nous avons exposées jusqu'ici nous conduisent à conclure, avec le Conseil fédéral et le Conseil national, qu'il y a lieu de faire droit à la demande du Petit et Grand Conseil des Grisons et d'insérer dans la Constitution le principe de nationalité de la langue rhéto-romanche.

De là l'art. 2 de l'arrêté fédéral qui modifie la Constitution, art. 116, de la façon suivante:

«Art. 116. L'allemand, le français, l'italien et le romanche sont les langues nationales de la Suisse.»
En allemand:

„Das Deutsche, Französische, Italienische und Rätoromanische sind die Nationalsprachen der Schweiz.“

On met ainsi, au point de vue national, sur le même pied les quatre langues parlées en Suisse; la nation suisse parle quatre langues. Le fait que la langue romanche est la dernière de l'énumération ne signifie nullement qu'elle est inférieure aux autres en rang ou en valeur. Le terme «quatrième langue» qui a quelque peu choqué nos amis de l'Engadine, ne doit pas être pris dans un sens péjoratif.

Remarquons aussi que l'art. 116 nouveau emploie le mot «langue romanche», en allemand «Rätoromanische» et en italien «il romancio».

Le Conseil fédéral n'a pas voulu indiquer lequel des dialectes devait être reconnu national, et si un des dialectes des Grisons devait être reconnu au détriment des autres.

L'emploi d'un terme générique comprend donc tous les idiomes rhéto-romanches et du reste, le fait dont nous allons parler, qui distingue entre langues nationales et langues officielles, ne rend pas nécessaire la désignation d'un dialecte rhéto-romanche qui aurait le caractère officiel.

En fait, la déclaration de nationalité, qui figurera dans la Constitution, a le caractère d'une déclaration de principe, d'une satisfaction donnée à une partie de la nation suisse et d'un hommage mérité rendu à sa valeur historique.

Mais au point de vue administratif, il est nécessaire alors de faire une distinction entre langue nationale et langue officielle (Amtssprache) et de donner le caractère d'officiel uniquement à l'allemand, au français et à l'italien.

Au fond, rien ne sera changé à la pratique administrative actuelle; devant les Chambres, l'usage des langues nationales devra être admis sans distinction; en fait, les trois langues officielles seront employées. Je dois faire remarquer, à ce sujet, qu'un honorable conseiller ayant parlé en romanche, au Conseil national, on lui a fait remarquer que le règlement s'y opposait. Ce n'est pas tout à fait exact. Le règlement est muet à cet égard. Cependant, la remarque faite par M. le président du Conseil national était justifiée, car, actuellement, on doit en rester au principe fixé à l'art. 116 de la Constitution fédérale. Si un député romanche veut s'ex-

primer en romanche, il sera écouté avec intérêt et déférence; mais, malheureusement, s'il veut être compris, il devra employer une des autres langues officielles; c'est le sort naturel de toutes les minorités linguistiques.

La rédaction des lois et arrêtés devra, comme auparavant, être faite dans les trois langues officielles. Leur publication sera faite également dans une de ces langues, mais nous avons pris acte avec approbation que, d'accord entre le Conseil fédéral et le canton des Grisons, les lois fondamentales de notre pays devront être traduites en romanche, comme ce fut le cas pour le code civil, la loi de poursuites et le code des obligations.

La même pratique devra être employée par les services fédéraux, douanes, postes, administration militaire. Pour la douane et les postes, il est naturel que ces administrations emploient une langue officielle; mais pourquoi ne procéderaient-elles pas aussi en pratique à des traductions des avis officiels que la population doit pouvoir comprendre?

J'ai eu l'occasion de constater, l'été dernier, que les communes romanches du canton des Grisons faisaient les publications de mariage en allemand. On peut se demander si les intéressés qui ne parlent que le romanche peuvent lire le petit avis précisant qu'ils ont le droit de faire opposition jusqu'à telle ou telle date. C'est là un détail de minime importance, mais je tenais à le signaler.

La correspondance locale a, du reste, lieu déjà souvent en romanche.

De même devant le Tribunal fédéral; de tout temps il est arrivé que des documents aient été produits en romanche. Le greffe les fait traduire et il n'en résulte pas de frais pour les parties. Il nous paraît exclu que des difficultés puissent résulter derechef dans l'administration de la justice. Si la pratique, en révèle, elles pourront facilement être réglées par voie d'ordonnances ou de règlements, bien qu'actuellement le Conseil fédéral ne prévoie pas la nécessité d'édicter une loi d'exécution.

La requête du Conseil d'Etat du canton des Grisons mentionne aussi d'autres mesures.

Nous avons déjà parlé de la demande de traduire les lois et ordonnances. Le canton demande, en outre, qu'il soit tenu compte du romanche pour la nomenclature des lieux.

Il demande encore que les crédits nécessaires soient votés pour imprimer les différents vocabulaires et que le glossaire rhéto-romanche puisse être achevé. Il demande enfin que la Lia Romantche, qui lutte avec beaucoup de zèle au maintien de la langue, soit encouragée et subventionnée.

Avec raison, le Conseil fédéral répond que ces questions d'ordre administratif doivent être examinées indépendamment de la revision constitutionnelle. Il ne repousse, du reste, par les demandes annexes du canton des Grisons et les étudiera avec bienveillance.

Laissons-les donc de côté pour le moment; surtout ne parlons pas ici de subvention, mot que jusqu'à présent nous avons été heureux de ne pas être obligés d'employer.

Un seul point mérite cependant quelques observations. Il s'agit de la nomenclature du nom des lieux.

A cet égard, il faut constater que, dès 1848, lorsque les exigences de la poste et de la cartographie se sont fait sentir, beaucoup de noms de lieux romanches ont disparu pour faire place ou bien à des noms allemands correspondants, mais aussi à des traductions dont quelques-unes sont très défectueuses.

On comprend fort bien que là où la population est mixte, l'appellation allemande ait été employée sur les cartes et sur les publications des postes et chemins de fer.

Mais pourquoi a-t-on employé de mauvaises traductions, d'apparence italienne ou latine, pour désigner des lieux purement romanches?

Campo vasto	pour	Chamuesch
Silvaplana	»	Sclaplana
Celerina	»	Schlarina

On trouve même qu'un ouvrage de 1856 a employé le terme Poate Teresina pour Puntrascheina alors que le Dictionnaire historique indique que Pontresina dérive de Pons ad Sarasinos (!), ce qui nous semble une erreur.

Dans ce domaine, il y aurait un double travail à faire. Là où on le pourra, il faudra revenir à la désignation romanche, par exemple: Scuols, en y joignant l'appellation allemande Schuls, ou vice versa.

Mais il va sans dire que, dans certains cas, si la réputation mondiale d'une localité a été faite sous une désignation non romanche, il faudra conserver la traduction et je crains bien qu'il ne soit impossible de remplacer St.-Moritz par San Maurezan.

En 1934, le Petit Conseil des Grisons a nommé une commission pour la nomenclature du registre foncier et de la carte du canton; un travail en harmonie avec les autorités fédérales, postes, mensuration cadastrale, etc., devra être entrepris. Il y a là un domaine où des difficultés évidentes devront être tranchées. Dans certains cas, des localités ont deux ou quelquefois trois noms qui ne sont pas toujours des traductions, les uns des autres (Bivio, Beiva, Stalla; Scuol. Schuls).

Il appartiendra enfin au peuple grison lui-même et à ses autorités d'accomplir la tâche principale pour la langue romanche.

C'est surtout un travail incessant dans le domaine cantonal qu'il faudra exécuter: dans l'école, dans l'instruction des enfants, dans les manifestations publiques, se servir de toutes les occasions pour donner une impulsion nouvelle à l'emploi de la langue romanche.

Dans ce domaine, les sociétés patriotiques telles que la Lia Romantscha, ont accompli un beau et utile travail et il faut rendre un juste tribut de reconnaissance à ses dirigeants et à la pléiade de poètes, de musiciens, d'artistes, de publicistes, qui ont grandement honoré leur patrie rhétique et qui l'honorent encore dans leurs belles manifestations.

C'est un devoir pour nous de citer ici les noms des poètes Huonder, Muoth et Peider Lansel, du musicien Barblan, l'admirable compositeur du Festspiel de Calven et Bezzola, auteur du chant: «Ma belle val mi Engiadina» et du peintre Menn.

Rappelons aussi la trace lumineuse laissée dans le domaine de la sociologie par l'éminent professeur G. Decurtins et, plus récemment encore, par le respecté ancien conseiller fédéral Calonder.

Passons en terminant à l'examen de l'art. 107, relatif au Tribunal fédéral.

La distinction entre «Langue nationale et langue officielle» entraîne la modification de l'art. 107 qui est actuellement :

«Les membres et les suppléants du Tribunal fédéral sont nommés par l'Assemblée fédérale, qui aura égard à ce que les trois langues nationales y soient représentées.»

L'adjonction du «romanche» comme langue nationale aurait eu pour conséquence d'obliger les Chambres à désigner des juges romanches. Cela aurait été certainement presque excessif.

Ce que la Constitution de 1874, comme le projet de 1872, avaient voulu, c'est que les langues officielles soient représentées lorsque les Chambres nomment les juges et les suppléants. Il n'est rien dit quant au nombre et à la proportion et il est certainement nécessaire qu'il y ait au Tribunal fédéral des juges des trois langues; il faut surtout que ce Tribunal puisse juger des affaires étudiées et instruites dans les trois langues.

Ce que nous avons dit ci-dessus concernant la traduction de pièces romanches nous donne toute satisfaction.

Cela n'empêche nullement, comme tel a été le cas, que le canton des Grisons qui a donné à la Suisse d'éminents juristes, ne puisse pas désigner aux suffrages des Chambres, des candidats dont la langue maternelle est le romanche. Il y a eu des juges fédéraux romanches qui ont rempli leurs fonctions avec talent, comme il y en a eu au Conseil fédéral.

La revision de l'art. 107 ne doit donc pas entraîner de modification à la pratique actuelle.

Elle est dictée uniquement par des raisons de forme.

Il est temps de conclure.

A l'unanimité, votre commission a décidé de vous proposer l'adhésion à la décision du Conseil national, et de recommander au peuple suisse le vote des deux nouveaux articles constitutionnels.

Votre Conseil, nous en sommes certains, ratifiera notre préavis. Nous considérons en le faisant que nous ne demandons pas simplement au peuple de témoigner de la sympathie à la population rhéto-romanche des Grisons, mais que nous remplissons un devoir impérieux à l'égard de cette vaillante population en reconnaissant que la langue que ses pères ont parlée depuis des siècles doit être mise sur le même pied que celle des autres cantons de notre pays.

L'art. 4 de la Constitution dit qu'il n'y a en Suisse aucun privilège du lieu de naissance de personne ou de famille.

La déclaration que nous vous demandons de faire sera une application toute naturelle de ce principe fondamental de la Constitution.

Encore un mot et j'aurai terminé.

Dans le beau voyage que les membres des deux commissions ont fait dans les Grisons pour faire plus ample connaissance avec les institutions et les hommes des vallées rhétiques, il y eut un moment émouvant.

Ce fut à Truns, dans le petit cimetière qui fut abrité par l'érable, devant la Chapelle de Sainte Anne et où la Ligue Grise fut fondée.

Là, devant la stèle qui rappelle le poète Huonder, quatre jeunes filles du village nous récitèrent en romanche, en allemand, en italien et en français les 3 strophes de la «Ligia Grischa» de Huonder.

A Truns sut igl ischi
Nos babs ein serimnei,
Da cor ein els uni,
Cun forza tuts amai,
Iur clom ha ramurau,
las tuors sfraccadas en.
Tirans han empruau
Co'ls Grischs fan truaument!

Affons nus denter greps
Nutri segls en las vals
Naschi entuorn ils pézs —
Lein esser nus vasals?
Tgi metta nus sut tetg
En nossa paupradad?
Tgi dat a nus nies dretg?
Mo valerusadad.

Nies ferm e liber maun
Mo alla libertad!
Nies cor, nies liber saung
Alla fraternitad!
Gni sut gl'ischi, Grischuns,
Nos babs lein honorar,
Ba forza cun canzuns
La ligia Grisch'alzar!

Zu Truns ein Ahorn steht,
Da hielten weisen Rat
Die Väter, einig, stark,
Entschlossen fest zur Tat!
Ringsum erscholl ihr Ruf,
Die Buegen sanken hin,
Tyranenblut erfuhr
Des Bündnerrechtes Sinn!

Wir, deren Wiege nah
Dem Eis- und Felsrevier,
Auf freien Alpenhöhn —
Wie trügen Fesseln wir?
Wer bietet Hirten Schutz
Vor frecher Räuber Schwarm,
Wer schafft uns Armen Recht?
— Nur unser starker Arm!

Der Freiheit weihen wir
Die feste freie Hand,
Das Herz, das freie Blut —
Nur dir, o Vaterland!
Zum Bundesbaum herbei!
Hört's Bündner in der Rund!
Und feiert im Gesang
Der Väter „Grauen Bund“!

Il ne pouvait y avoir aucune manifestation plus émouvante et plus significative de l'unité nationale.

En définitive, la commission, unanime, vous demande d'adhérer à la décision du Conseil national et de voter en conséquence in globo l'arrêté fédéral qui vous est soumis.

Willi: Sie werden es erwarten oder doch wenigstens verzeihen, dass ich als einziger Rätoromane des Rates bei dem Traktandum „Anerkennung des Rätoromanischen als Nationalsprache“ einige Worte sage, obwohl es sonst in diesem Saale verpönt ist, zu unbestrittenen Vorlagen unnütze Worte zu verlieren. Sie werden aber begreifen, dass das rätoromanische Volk es nicht verstehen könnte, wenn ich in dieser Stunde, die eine Feierstunde für das ganze romanische Volk ist, schwiege.

Vorerst danke ich dem Herrn Referenten im Namen aller Romanen auf das herzlichste für sein glänzendes und für uns Romanen so wohlwollendes Referat. Ich freue mich darüber auch wegen des Motionärs im Grossen Rat, meines Freundes Modest Nay und meines Kollegen Herrn Dr. Ganzoni, deren unermüdlicher Eifer durch diesen Beschluss mit so grossem Erfolge gekrönt wird.

Der heutige Beschluss, das Romanische als Nationalsprache anzuerkennen, wird, um juristische Ausdrücke zu gebrauchen, in bezug auf die Feststellung, dass die romanische Sprache eine selbständige Sprache ist, deklarative und nicht konstitutive Wirkung haben; d. h., durch den Beschluss wird die Sprache nicht erst zur selbständigen Sprache erhoben, sondern es ist zur Fassung des Beschlusses nur unerlässliche Voraussetzung, festzustellen, dass es sich beim Romanischen um eine selbständige Sprache handelt. Dadurch wird aber dieser Beschluss zum Werte der feierlichen staatlichen Anerkennung des Romanischen als selbständige Sprache erhoben. Damit geht nun ein lang gehegter Herzenswunsch des kleinen rätoromanischen Volkes in Erfüllung.

Ich möchte aus dem Referat vor allem die Feststellung unterstreichen, dass es sich beim Romanischen um eine selbständige Sprache handelt. Die Abgeschiedenheit der meist unwegsamen Täler der rätischen Alpen förderte die Sonderentwicklung des rätischen Vulgärlateins in so hohem Masse, dass schliesslich im Laufe der Jahrhunderte ein von den südlichen Sprachgebieten vollständig losgelöster Sprachtypus entstanden ist, der sich heute in den Kranz der neolateinischen Sprachen als selbständige Sprache einfügt.

Die Selbständigkeit der romanischen Sprache zeigt sich besonders auch dadurch, dass viele vulgärlateinische Ausdrücke sich im Romanischen erhalten haben, die sich nirgends mehr in einer andern neolateinischen Sprache finden. Ich nenne nur beispielsweise baselgia, vom lateinischen basilica = Kirche, Tschuncheismas = Pfingsten, vom lateinischen Quinquagesima, emda oder jamna von hebdomas = Woche, viarva = Worte, von verba, cotschen = rot, von coccinus = scharlachfarbig, mellen = gelb, vom lateinischen mellinus, honigfarbig, alv = weiss, von albus, miur = Maus, von mus, muris, nuersa = Mutterschaf, von nutrix, und meisa = Tisch, von dem berühmten Worte mensa, das allen, die einst mit dem Lateinstudium begannen, als erstes Wort der Grammatik zeitlebens in Erinnerung bleiben wird. Sie werden nirgends, in keiner einzigen neolateinischen Sprache, alle diese Worte wiederfinden.

Doch sind im Romanischen auch Wortstämme nichtlateinischen Ursprungs enthalten. Dies hat böse Zungen zum Märchen veranlasst, dass der

Engel, der die Sprachen unter die Völker verteilte, ein einsames Gebiet mitten in den Bergen vergessen habe; das war das Gebiet der rätischen Alpen; „in der Verzwiefelung schüttelte er alle Sprachreste, die ihm zurückgeblieben waren, über dieses Gebiet aus, und so entstand die rätische Sprache“. Ein Körnchen Wahrheit liegt in dieser Erzählung. Die einen dieser nichtlateinischen Wortstämme rühren aus der vorrömischen Zeit her. Ich verweise auf die Worte grep (Fels), crap (Stein), grava (Flussgeröll), bena (Stosskarren) und vor allem auf die Negation buc, die in allen Varianten vorkommt: buc, betg, bec, britga. Natürlich musste auch die ständige Berührung der Romanen mit germanischen Stämmen und die politische Eingliederung in die nördlichen Staateengebilde an der Gestaltung ihrer Sprache ihren Anteil haben. Daraus erklärt sich, dass die romanische Sprache viele Wortstämme germanischen Ursprungs enthält, die schon seit Jahrhunderten assimiliert sind und darum als eigenes Sprachgut angesehen werden. So nennt der Romane den Wald „uaul“, ohne im mindesten daran zu denken, dass es sich um einen deutschen Wortstamm handelt. Namentlich gibt es eine Anzahl Adjektive und Adverbia deutschen Ursprungs, die im Romanischen Heimatrecht erhalten haben. Zum Teil haben sie ihre ursprüngliche Bedeutung verloren: ich erinnere an baul = früh, von bald und gleiti, das „bald“ bedeutet und vom deutschen „gleitig“ abstammt.

Interessant ist auch die Bildung der romanischen Geschlechtsnamen. In der romanischen Bevölkerung haben wir allerdings auch recht viele deutsche Geschlechtsnamen, wie Vonmoos, Condrau (von Conrad), daneben aber auch Namen, die direkt vom Lateinischen abstammen, die Tuor, von turris = Turm, Durisch, von Ulricus = Ulrich, Willi von villicus = Meier, Liver, von liber = frei. Der grösste Teil der romanischen Geschlechtsnamen aber setzt sich in eigenartiger Weise zusammen aus dem Vorwort casa und irgendeinem Vornamen. So wird casa Antonii zu Cantieni und zu Gadiant; Calonder ist aus casa Leandri entstanden, von casa Felicis stammt Cafilisch.

Diese wenigen Darlegungen werden in Ihnen die Ueberzeugung gestärkt haben, dass das Romanische in Tat und Wahrheit eine vollständig selbständige Sprache ist.

Es braucht nicht gesagt zu werden, dass das romanische Volk zu allen Zeiten das Bewusstsein hatte, eine eigene und unabhängige Sprache zu besitzen. Man findet es nun aber merkwürdig, dass das Romanische keine einheitliche Schriftsprache und kein Hauptidiom habe. Es ist wahr: die romanischen Idiome des Bündnerlandes sind äusserst verschieden. Wenn im bündnerischen Grossen Rate Appell gemacht wird, antworten die Deutschsprechenden einheitlich mit „hier“, die italienisch Sprechenden mit „presente“, im romanischen Lager aber tönt es bunt durcheinander: chen, co, qua, quia, preschaint, present. Der kurze Ausdruck „komm hierher“ lautet in den verschiedenen Idiomen folgendermassen: im Oberland „neu neu cheu“, im Oberhalbstein „via na co“, im Emserromanischen, meiner Heimatsprache, „via na qua“ und im Engadin „ven an“. Diese Verschiedenheit der Idiome ist nichts anderes als die Folge einer andern Eigenart des Bündnerlandes, nämlich der einstigen staatlichen

Eigenart von Alt Fry Rhätien, das sich politisch in über 40 kleine Republiken teilte, Hochgerichte oder Gerichte genannt, die eine viel grössere Selbständigkeit besaßen als die heutigen Kantone gegenüber der Eidgenossenschaft. Sie hatten das volle Gesetzgebungsrecht auf zivil- und strafrechtlichem Gebiet; sie ordneten den Verkehr, sorgten für Weg und Steg, sogar für die Wehrhaftigkeit des Volkes, bestimmten nach einem Turnus die Beamten für die Untertanenlande. Jedes dieser Hochgerichtsgebiete konnte also hemmungslos sein Volkstum zur Entwicklung bringen. Das war der Inhalt der einzigartigen Demokratie von Alt Fry Rhätien, an der das Volk mit allen Fasern des Herzens hing. Dass auf diesem politischen Boden keine dominierende Hauptsprache sich herausbilden konnte, wird für jedermann ohne weiteres einleuchtend sein. Dieser Zustand dauerte mehr oder weniger bis zur kantonalen Verfassung vom Jahre 1854. Die Nachwirkungen dieser Jahrhunderte alten geschichtlichen Entwicklung sind heute noch vorhanden. Wir Bündner sind stolz auf unsere Geschichte und auf unsere Eigenart. Darum würde es vorläufig ein vergebliches Unterfangen sein, von den verschiedenen Talschaften die Anerkennung irgendeines romanischen Idioms als Hauptidiom zu verlangen. Wenn wir Romanen heute zu den Miteidgenossen der drei andern Landessprachen hintrreten und um Anerkennung der romanischen Sprache als Nationalsprache ersuchen, tun wir dies in erster Linie aus Gründen der Gerechtigkeit, aber auch aus Gründen der Spracherhaltung. Für uns ist die Sache nicht nur ein Kleid, das man einfach ausziehen kann, um ein anderes anzuziehen. Die ererbte Sprache ist für jedes Volk die lebendige Photographie seiner Seele, seines Charakters und seiner Geschichte. Es offenbart sich in der Sprache alles das, was das Volk gedacht, gefühlt und erlebt hat in Freude und in Schmerz. Wir Romanen wollen Romanen bleiben, „ni talians, ni tudestgs, romontschs lein nus restar“. Als hehres Beispiel kann ich meine Heimatgemeinde Ems anführen, die, obwohl sie nur 6 km von Chur entfernt liegt, während all der Jahrhunderte, nachdem Chur etwa um die Wende des 15. Jahrhunderts deutsch geworden ist, immer romanisch blieb und weiterhin romanisch bleiben will.

Wir versichern Sie aber, werte Miteidgenossen, dass wir gleichzeitig auch gute Eidgenossen bleiben werden; schon zur Zeit des Schwabenkrieges hat sich das Blut der Bündner, die damals fast ausnahmslos Romanen waren, an der Calvenklause gemischt mit dem Blut der deutschsprechenden Eidgenossen. Wir glauben, an die Gerechtigkeit der Miteidgenossen appellieren zu dürfen. Das romanische Volk hat während Jahrhunderten der kleinen deutschen Minderheit der Walser, die einst aus dem Oberwallis nach Graubünden gekommen waren, im eigenen Lande volle Freiheit zukommen lassen. Die deutschen Walser haben ihr Volkstum in der freien Luft der alten freien rätschen Demokratie bis auf die letzte Faser bewahren können. Und wenn es wahr ist, dass, wer Gutes säet, auch Gutes erntet, dann dürfen wir Romanen heute mit gutem Gewissen vor die Miteidgenossen anderer Zunge treten, namentlich vor jene deutscher Zunge, um der Gerechtigkeit willen, die wir jahrhundertlang der

kleinen deutschen Minderheit im eigenen Lande haben teilwerden lassen.

Wahren wir in allen Teilen unseres Schweizerlandes unsere Eigenart, denn sie ist die Grundlage unserer demokratischen Freiheit. Wenn einmal der Appenzeller seine Witze aus dem Variété holen sollte, oder der Freiburger seinen Ranz des vaches verachten gelernt hätte, oder wenn sogar der letzte Berner hochdeutsch sprechen würde, dann stünden wir, darüber seien wir uns im klaren, virtuell nahe dem finis Helvetiae. Sammeln wir uns alle um die kräftige Eiche, die unsere Väter gesetzt, so mannigfaltig ihre Aeste auch sein mögen. Jeder hüte seinen Teil. Alle vereint wollen wir der Sturmflut der Verflachung einen Damm entgegensetzen.

Für den Romanen aber gelten die Verse des Dichters Florin Camathias:

Perquei, Romontsch, stai nies lingatg,
E viva nossa viaiva
Schiditg sco sin nos quolms il matg
Verdegia nova jarva.

Das heisst zu deutsch in freier Uebersetzung:

Darum Romantsch, sei uns gegrüsst,
Es leben deine Laute,
Solang auf unsern Bergen spriest
Im Lenz die Alpenraute.

Meine Herren! Seid versichert, wenn man heute im Bündnerlande und auf der ganzen Welt, wo Romanen leben, vom Beschlusse des Ständerates hören wird, wird man erfreuten Herzens ausrufen: „Viva la Grischa!“

Wettstein: Nach dem gründlichen Referat von Kollege Martin und den begeisterten Ausführungen von Herrn Willi ist sachlich wohl nicht mehr viel zu sagen. Ich lege aber doch Wert darauf, dass auch ein Sprecher der deutschen Schweiz sich kurz zu dieser Vorlage ausspricht. Mir als Zürcher ist es ein doppeltes Vergnügen, das tun zu können, denn ich erinnere mich mit grosser Freude an die prachtvolle Kundgebung, die in Zürich zugunsten der quarta lingua stattgefunden hat. Ich habe während meines jetzt recht langen politischen Lebens noch selten eine so erfreuliche Tagung erlebt wie diese Kundgebung im Rathausaale in Zürich. Man hat wieder einmal spüren können, dass es auch auf politischem Gebiet Freuden gibt und nicht nur Aerger und Verdross. Jene Kundgebung war ein prachtvolles Zeugnis für die schweizerische Solidarität. Aber ich glaube, noch einen besonderen Grund zu haben, um als Vertreter der deutschen Schweiz ein paar Worte zu sagen, denn die Alemannen tragen eigentlich eine historische Schuld. Sie haben ja die Rätromanen zurückgedrängt aus Gebieten, die von ihnen besiedelt waren. Der Herr Referent hat ausgeführt, dass die rätromanische Bevölkerung bis zum Bodensee hinunterging, und wer im Rheintal wandert, der begegnet heute noch sehr deutlichen Spuren dieser rätromanischen Besiedelung. Ich habe sie selber aufmerksam verfolgt auf manchen Wanderungen. Ich erinnere daran, dass im Rheintal zwischen Sargans bis hinunter nach Sennwald noch sehr viele rätromanische Familiennamen vorkommen. Gabathuler ist nichts anderes als Casa Bartholomäus, dann Gafafer, die Casa Faber. Aber es wird Sie vielleicht interessieren — es wird nicht

allen bekannt sein — dass der Name Gantenbein mit Bein gar nichts zu tun hat. Er ist gut romanisch und bedeutet ursprünglich *Canta bain*, das ist der Stand der wandernden Sänger, die durch das Land zogen. Ich denke auch an viele Flurnamen, die heute von Werdenberg bis hinunter gegen Rütli sich finden, Flurnamen wie Gamschol, Gasenz, nördlich von Gams, oder in der Voralp bei Grabs Namen wie Gampardon, Gampertin, Malbun, Flurnamen, die unzweifelhaft rätoromanischen Ursprungs sind. Aus diesen Gegenden haben sich die Rätoromanen zurückziehen müssen und sind allmählich stark in ihrer Zahl reduziert worden. Aber doppelt müssen wir sie bewundern, weil sie mit einer so ausserordentlichen Zähigkeit an ihrer Sprache festgehalten haben, und wenn wir heute diese Sprache als vierte Nationalsprache anerkennen, so liegt darin eigentlich nichts anderes als ein Dank für die Treue, welche diese Rätoromanen einem wertvollen schweizerischen Heimatgut bewiesen haben.

Diesen Dank wollen wir ihnen heute aussprechen. Dabei bin ich mir wohl bewusst, dass wir damit keine grosse Tat vollbringen. Wir bringen kein Opfer, aber, und dies wird vielleicht doch für die Rätoromanen wertvoll sein, es ist der Ausdruck eines warmen, eidgenössischen Empfindens. Dieses Empfinden hat vielleicht doch eine grössere Bedeutung als der rein formale Beschluss, das Rätoromanische als vierte Landessprache anzuerkennen; es liegt darin eine gewisse Manifestation. Graubünden ist ein kleines Modell der Eidgenossenschaft. Das, was die Schweiz auszeichnet vor andern Völkern, die Mehrsprachigkeit, die Vielheit in der Einheit, das zeigt uns Graubünden im kleinen. Graubünden hat die Sprachenfrage gelöst, schon bevor wir die unsrige im grösseren Gebiet gelöst haben, und friedlich haben dort die drei Sprachen, Deutsch, Italienisch und Romanisch, ihren Ausgleich gefunden, wie wir ihn im grösseren in der Eidgenossenschaft gefunden haben. Wir haben in der Eidgenossenschaft keinen Sprachenstreit, wie so viele Länder, die es immer noch nicht begriffen haben, auf welche Weise man den Minderheiten entgegenkommen soll. Es ist unendlich wertvoll für einen Staat, wenn er durch gegenseitiges Nachgeben die einzelnen Stämme innerlich verbindet; das ist uns gelungen. Wir hatten dazu als Beispiel den Kanton Graubünden. Und deshalb ist diese Anerkennung der vierten Landessprache mehr als ein bloss formaler Beschluss: es ist eine Kundgebung für die Idee, auf der unsere Schweiz beruht, für den Staatsgedanken, den unsere Schweiz repräsentiert. Wir sind uns bewusst, dass wir nicht etwa bloss einen Dialekt anerkennen, sondern eine selbständige, eigene Sprache. Und deshalb wird unser Beschluss nicht nur nach innen eine Kundgebung der Einheit und der Solidarität mit unsern Rätoromanen sein, sondern er soll auch nach aussen kundtun, dass dieses Rätoromanische für uns eine selbständige, schweizerische Sprache ist. Er soll auch kundtun, dass wir es nicht herunterdrücken lassen zu einem bloss regionalen Idiom.

Diese beiden Bedeutungen müssen wir festhalten, dann wird uns auch klar, um was es sich bei diesem Beschlusse handelt. Und so hoffe ich, dass auch die Volksabstimmung — auch wenn es dabei wiederum einige tausend professionelle Nein-

sager gibt — eine machtvolle Kundgebung unserer Einheit in der Vielheit sein wird, eine Kundgebung für die Solidarität aller Eidgenossen.

Bundesrat **Etter**: Es ist sonst nicht meine Gewohnheit, das Wort zu ergreifen, wenn keine Meinungsverschiedenheiten vorhanden sind. Wenn ich heute von diesem Grundsatz abgehe, so geschieht das, weil ich danken möchte, und auf der andern Seite, um die Bedeutung der Frage zu unterstreichen, da es sich doch um eine Verfassungsrevision handelt.

Ich danke in erster Linie dem Herrn Referenten der Kommission für seine ausgezeichneten, tiefgreifenden Ausführungen. Danken möchte ich auch den beiden Herren, die in die Diskussion eingegriffen haben.

Dann aber möchte ich doch in ein paar kurzen Bemerkungen die Bedeutung der Vorlage noch weiter unterstreichen, als es in der Diskussion schon geschehen ist. Freilich, wenn wir nach der unmittelbaren praktischen Bedeutung der Vorlage fragen, dann ist sie nicht wägbare. Aber wir dürfen auch im staatlichen Leben nicht immer danach fragen, was irgend ein gesetzlicher Erlass, irgend eine Massnahme praktisch nützt. Wir dürfen nicht immer die Frage erheben: *Cui bono*. Es sind auch nicht immer die sogenannten praktischen Weihnachtsgeschenke, die am meisten Freude auslösen, sondern jene Weihnachtsgeschenke, die den Willen, Freude zu machen, am unmittelbarsten und reinsten zum Ausdruck bringen. Das hängt damit zusammen, dass der Mensch nicht vom Brot allein lebt, sondern auch vom Geiste. Und auch der Staat lebt nicht allein vom Brote, sondern auch der Staat lebt von seinem „logos“, vom Geiste, der ihn geboren hat, der ihn trägt und den er immer erneuern muss.

Diese Vorlage ist eine Bejahung jenes Geistes, der die Seele des eidgenössischen Staatsgedankens ausmacht. Die Eidgenossenschaft verkörpert politisch das Prinzip des genossenschaftlichen Zusammenschlusses, wie unlängst der Rektor der Universität Bern, Professor Feller, in seiner Rektoratsrede ausserordentlich interessant auseinandergesetzt hat. Das Prinzip des genossenschaftlichen Zusammenschlusses ermöglicht es uns, gegen aussen gross und stark die gemeinsame Freiheit zu verteidigen, ohne nach innen die Selbständigkeit und die Freiheit der Glieder zu erdrücken oder zu vergewaltigen. Das gleiche genossenschaftliche Prinzip, das politisch in der föderalistischen Struktur unseres Staates zum Ausdruck kommt, übersetzt sich auch ins Kulturelle: Zusammenleben, Zusammenwirken verschiedener Kulturen, verschiedener Sprachen. Der Gleichberechtigung der Kantone, die hier im Ständerat so wunderbar zum Ausdruck kommt, jener Gleichberechtigung, die dem kleinen Kanton Zug genau das gleiche Recht einräumt wie dem grossen Stande Bern, dieser politischen Gleichberechtigung entspricht auf kulturellem Boden die Gleichberechtigung der Sprachen: Ideelle Gleichberechtigung — d. h. soweit sie sich überhaupt praktisch im Rahmen des Vernünftigen realisieren lässt — des Rätoromanischen, das nur von einem Hundertstel unseres Volkes gesprochen wird, mit den andern Sprachen des Landes! Das ist der Sieg

des Geistigen, der sich in der Eigenart unserer schweizerischen Demokratie immer wieder offenbart. Nicht die Zahl und nicht die Masse ist das Ausschlaggebende. Dort, wo in einer Demokratie die Zahl und die Masse zum herrschenden Element sich aufschwingt, wird die Demokratie zu etwas Mechanischem, und dann verliert sie ihre geistige Widerstandskraft. Die eidgenössische Demokratie schöpft ihre Kraft und ihre Grösse nicht aus der horizontalen, sondern aus der vertikalen Linie, aus der Besinnung auf das Geschichtliche und auf das Geistige, auf das, was geworden ist in organischem Aufbau.

Unlängst sind die zwei ersten Bände des Werkes erschienen, das Erwin Poeschel über die Kunstdenkmäler von Graubünden schreibt, zwei Bände, die uns zeigen, wie auch auf dem Gebiete der Kunst in diesem Lande Graubünden sich bewundernswürdig Vieles und Grosses erhalten hat. Im ersten Bande seiner „Kunstdenkmäler von Graubünden“ schreibt Erwin Poeschel, den ich übrigens zu diesem seinem Werk beglückwünschen muss: „Wir werden nicht übersehen, dass die Sprache als Vermittlerin von Vorstellungsinhalten weit über die Funktion technischer Verständigung hinausgreift und das ganze geistige Leben zu bestimmen und zu formen vermag“. Das ganze geistige Leben also hängt mit der Sprache zusammen. Wenn wir das Rätoromanische als Landessprache anerkennen, dann anerkennen wir nicht nur die Bedeutung, die Freiheit, das Recht dieser Sprache, sondern diese Sprache als formenden und wirkenden Ausdruck des ganzen geistigen Lebens des rätoromanischen Volkes. Wir verwirklichen dadurch unser Prinzip, die Mannigfaltigkeit und Verschiedenartigkeit unseres Landes zu verteidigen und jenen geistigen Reichtum zu schützen, der sich offenbart in dieser Mannigfaltigkeit. Das ist meines Erachtens die tiefste Bedeutung der Vorlage. Darin liegt ihre Bedeutung unter dem Gesichtspunkte der geistigen Verteidigung des Landes. Denn dadurch verteidigen wir das, was unser Land gross und stark macht, gegen jede Gefahr geistiger Gleichschaltung, komme sie woher sie wolle.

In der Kundgebung der Ehrfurcht vor dem Rechte und der Freiheit der Muttersprache offenbart sich noch ein anderes, ein heiliges Prinzip unserer schweizerischen Demokratie: die Ehrfurcht vor der Würde und der Freiheit der menschlichen Persönlichkeit, die wiederum nicht erdrückt werden darf von der Masse und von der Zahl und auch nicht von der Uebermacht des Staates. In der Pflege dieser Ehrfurcht vor der Würde der Persönlichkeit erblicke ich eine zeitgemässe Sendung gerade unseres eidgenössischen Staatsgedankens und seine überragende geistige Kraft.

Die Zustimmung der eidgenössischen Räte zum Antrag des Bundesrates zur vorgeschlagenen Verfassungsrevision soll für die Rätoromanen ein Weihnachtsgeschenk bedeuten. Herr Ständerat Wettstein hat soeben darauf hingewiesen, dass die Rätoromanen dieses Weihnachtsgeschenk durch die Treue verdienen, mit der sie an ihrer Sprache hangen und am ganzen Geist, der sich in dieser Sprache kund gibt, am Geist der Freiheit und des Selbstbestimmungsrechtes.

Drüben im andern Saal habe ich in diesem Zusammenhange eine Huldigung an die rätoromanische Dichtung gerichtet, namentlich an den ergrauten Dichter Peider Lansel, der den Verhandlungen im Nationalrat beiwohnte. Ich möchte hier schliessen mit einer Ehrung der Wissenschaft, die sich um die Erhaltung des Rätoromanischen verdient gemacht hat. Diese Ehrung möchte ich um zwei Namen gruppieren, die sich grosse Verdienste um das Rätoromanische erworben haben. Ich erinnere an Decurtins, der die gewaltige, unerhörte Unruhe seiner geistigen Aktivität in das grandiose Werk seiner „Chrestomathie“ zu fesseln verstanden hat. Und ich erinnere an einen Mann, der erst in den letzten Tagen gestorben ist und so leider den Triumph seiner Bemühungen und Bestrebungen nicht mehr erleben kann: Robert von Planta, den grossen, verdienten Gelehrten, der seine Fülle von Kenntnissen als Philologe in den Dienst des Rätoromanischen gestellt und die Herausgabe der drei Standardwerke für das rätoromanische Sprachgebiet vorbereitet und zum Teil schon weitgehend verwirklicht hat. Mit seinem Namen werden sich insbesondere das „Rätoromanische Wörterbuch“ und das „Namenbuch des Kantons Graubünden“ auf immer verbinden.

Die bevorstehende Abstimmung in Ihrem Rat und die Abstimmung, die sich im eidgenössischen Volk und in den Ständen vollziehen wird, sollen nicht nur eine Ehrung für das Volk der Rätoromanen sein, das seine Treue gewahrt gegenüber seiner Sprache, sondern auch eine Ehrung aller dieser Männer, die Grosses getan haben, um in ihrem Volke diese Treue zur Sprache und zum Geiste der Tradition wachzuhalten. Wenn die Zustimmung im Ständerat ein Weihnachtsgeschenk darstellt, dann soll, um mit dem gleichen Gedanken zu schliessen, mit dem Herr Ständerat Wettstein geschlossen hat, die Volksabstimmung dieses Weihnachtsgeschenk in ein Ostergeschenk verwandeln, dessen die Rätoromanen sich freuen mögen!

Abstimmung. — Vote.

Für Annahme des Beschlusses
wurdes

36 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat.
(Au Conseil national.)

Rätoromanische Sprache. Verfassungsänderung.

Langue romanche. Révision constitutionnelle.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1937
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	3553
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.12.1937
Date	
Data	
Seite	483-493
Page	
Pagina	
Ref. No	20 032 453

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.